

# Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"

COMPILATION SPÉCIALE  
**MASCARADE  
ÉLECTORALE  
DE 2022**

Hors-série - juillet 2022 - 2 €

[nouvelleepoque.fr](http://nouvelleepoque.fr)



Contre la mascarade électorale,  
On a raison de se révolter !

**BOYCOTT**  
**2022**

[boycottelections@protonmail.com](mailto:boycottelections@protonmail.com)

# L'éditorial

Nouvelle Epoque, en tant que journal au service du peuple et de ses luttes, porte une ligne combative et opposée à l'opportunisme ; il était donc naturel pour notre média de prendre part à la Grande Campagne de Boycott des élections de cette année, initiée par la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) et les Comités de Boycott des élections, ralliée ensuite par de nombreuses organisations et personnes. La mascarade électorale a été dénoncée comme il se doit !

Nous avons publié de nombreuses initiatives allant dans ce sens, relaté les actions des Comités de Boycott des élections et surtout, nous avons tout fait pour donner un avis le plus juste possible sur cette question épineuse, mais ô combien primordiale pour le prolétariat de France, car elle nous enseigne de nombreuses choses sur la manière dont nous devons militer au quotidien pour reconstruire nos organisations de travailleurs, sabotées depuis de nombreuses années.

Notre journal vous propose donc une compilation des articles parus sur notre site et dans notre format papier pendant la mascarade électorale, à lire et étudier pendant l'été et après ! La diversité des articles permet de broser un portrait le plus réaliste possible de ce que portait la Grande Campagne de Boycott des élections de 2022, dans la théorie mais aussi et surtout dans le concret de notre quotidien à tous.

Nous pensons qu'il est primordial de revenir à ces textes, notamment nos articles d'analyse politiques, au vu de la situation post-élections. La situation générale n'est pas bonne du tout pour le système et ses défenseurs ; ils le savent bien et vont tout faire pour s'en sortir. Armons-nous d'une compréhension correcte et balayons-les définitivement par notre détermination ! ■

**Le Comité de Rédaction  
de Nouvelle Epoque, juillet 2022**

## SOMMAIRE

### I - Analyses politiques

La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire appelle au boycott des élections présidentielles (p. 3)

Les deux aspects de notre période (p. 5)

Sur la stratégie et l'autonomie de notre classe (p. 8)

A propos du boycott actif des élections (p. 10)

Emmanuel Macron, l'ennemi principal du peuple (p. 12)

Elections : l'arbre qui cache la forêt (p. 14)

Macron - Le Pen : la réactionnarisation ou la réactionnarisation (p. 16)

Mobiliser, organiser, politiser (p. 18)

### II - Débats et critiques

Un pas en avant pour le boycott des élections (p. 20)

Anasse Kazib ne montre pas la voie pour le prolétariat (p. 22)

Critique de Mélenchon et son programme l'Avenir en commun (p. 23)

Lassalle et Poutou, en avant pour le boycott ! (p. 29)

"On s'en mêle" : lettre au réseau national d'acteurs des quartiers populaires (p. 30)

L'esbroufe de la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (p. 32)

### III - Reportages pratiques

Au plus proche de la Campagne Boycott 2022 : Lyon (p. 234)

Au plus proche de la Campagne Boycott 2022 : Saint-Etienne (p. 36)

Au plus proche de la Campagne Boycott 2022 : Grenoble (p. 37)

Bilan de la Campagne de Boycott des élections présidentielles (p. 39)

# La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire appelle au boycott des élections

*Nous reproduisons ci-dessous un texte publié à l'origine sur le site internet de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) appelant la jeunesse à boycotter activement les élections présidentielles de 2022 (le texte original est disponible sur [liguejr.wordpress.com](http://liguejr.wordpress.com)).*

## Jeunesse de France, boycotte les élections et organise avec nous la Révolution !

Le système capitaliste dans lequel nous vivons est en crise. Cette crise, il la porte en lui comme il porte la misère et la guerre. Personne ne peut le nier, et c'est tant mieux. Il est grand temps de s'en débarrasser définitivement.

Les gestionnaires du système, politiciens en tête, s'affairent au quotidien pour nier la tendance historique des Masses à la Révolution. Le Président, l'Assemblée Nationale, les ministres, ne sont que les sous fifres au service des vrais chefs, la grande bourgeoisie financière et impérialiste. Le vrai pouvoir se trouve à la bourse, dans les conseils d'administrations de la BNP Paribas, d'Axa, de Total, de Carrefour, de Dassault. Les Pinault, Arnault, Bolloré, Dassault, Mulliez, Bouygues, Wertheimer, Cayard ce sont eux les vrais gouverneur du pays ! Ils volent, extorquent, détournent la richesse sociale produite par les travailleurs. Les Français n'ont jamais autant produit de richesse mais elles se concentrent toujours plus dans quelques mains tandis que la pauvreté est en croissance constante et que les acquis sociaux sont détruits. Les masses s'en rendent compte, la lutte des classes s'aiguisent et la bourgeoisie ne répond que par la réactionnarisation.

Les puissants tentent de nous manipuler en contrôlant la totalité des médias, nous déversant au quotidien une bouillie infâme anti-peuple et réactionnaire, mais cela ne fonctionne pas.

La France n'est en réalité pas une démocratie mais une oligarchie qui n'a comme intérêt que le maintien éternel de ce système. C'est la dictature d'une minorité sur la majorité, de la bourgeoisie sur les travailleurs. Le régime de Ve République est le plus anti-démocratique qui soit, fondé sur un coup d'état. Le Président a tous les pouvoirs, l'Assemblée est un Parlement croupion, il ne sert qu'à enregistrer les décisions de l'Exécutif, qui lui, applique l'agenda des grandes puissances de



l'argent.

Les impérialistes français sont en train de faire de notre pays une zone sinistrée, ils ont désindustrialisé, diminué le nombre de professeurs et de lits dans les hôpitaux, ils vendent des armes à des régimes despotiques et bombardent des populations désarmées. Pendant qu'une poignée de bourgeois s'enrichit de manière odieuse, la vie du peuple est sans cesse plus difficile, les factures augmentent, les prix dans les supermarchés augmentent, le salaire ne suit pas, et il y a dix fois plus de chômeurs qu'il n'y a de postes à pourvoir. Nos aînés qui ont trimé toute leur vie survivent avec des retraites dérisoires. Ils sont en train de diviser le peuple sur des critères ethniques ou religieux en sapant les principes d'universalisme et de laïcité qui ont fondé la France moderne, de cette manière ils ouvrent une brèche pour balayer tous les droits démocratiques et renforcer la concentration du pouvoir. Un pouvoir protégé par un cordon policier gangrené par des abus perpétuels et des crimes contre le peuple, et l'impunité qui a pour but de permettre à la finance d'agir sans limites.

On nous répète que la France est endettée et qu'on va devoir se serrer la ceinture, mais les milliardaires cachent des fortunes colossales dans des paradis fiscaux et font de l'évasion fiscale, et ils se permettent de nous dire qu'on ne travaille pas assez où que les chômeurs sont des fainéants.

Pour maintenir ce système, où la minorité dirige la majorité, la bourgeoisie impérialiste a besoin de légitimer son pouvoir, elle a besoin de nous persuader que ce qu'elle fait est juste. C'est de cette manière que tous les 5 ans se joue la même farce, la même mascarade où les divers candidats du parti unique de la bourgeoisie (et peu importe leur étiquette politique) essayent de nous convaincre d'adhérer à ce système décrépi. Les élections ont pour seul enjeu de nous faire légitimer par notre vote le règne de l'oligarchie financière, de la bourse, de l'impérialisme, du système qui nous opprime.

Pourtant notre époque est celle de la fin inévitable du capitalisme. Tout comme les rois de droit divin au pouvoir millénaire considéré comme indétrônable, le vieux monde capitaliste va vers son renversement, et dans les deux cas c'est le peuple les armes à la main qui apporte le changement. L'incompétence de la bourgeoisie à diriger le pays n'est plus à prouver. Tant que nous serons gouvernés par les capitalistes il n'y aura aucun salut pour le peuple. La seule véritable voix d'opposition aujourd'hui, la seule voix qui sert les intérêts du peuple, c'est celle de la Révolution !

C'est pourquoi nous boycottons les élections présidentielles, il ne s'agit pas seulement de s'abstenir de voter, mais de faire du boycott un acte

conscient et revendiqué. C'est parce que nous nous intéressons aux affaires du pays que nous boycottons, parce que nous ne voulons pas nourrir la main qui nous frappe, et parce que nous disons que seule la révolution pourra chasser du pouvoir les capitalistes, les magouilleurs, les corrompus. À travers le Boycott nous portons la voix de la jeunesse de France qui aspire à un meilleur avenir. Ceux qui vous disent qu'on peut changer les choses par les élections sont des menteurs, ceux qui vous disent qu'on peut appuyer la révolution en votant sont des opportunistes. Seul le mouvement organisé des masses conscientes peut changer l'Histoire, renverser le vieux monde. Révolution et crétinisme parlementaire sont antagoniques, seule la violence révolutionnaire est la grande accoucheuse de l'Histoire.

Seul un pouvoir exercé par la majorité de celles et ceux qui travaillent peut vraiment transformer la société. Ce Nouveau Pouvoir c'est le socialisme, l'expression de la vraie démocratie. Le socialisme c'est quand on ne travaille plus pour enrichir une poignée de capitalistes mais pour enrichir toute la société, où tout le monde travaille et personne ne s'enrichit à titre privé en prenant les biens produits par toute la société. C'est le système où tout le monde travaille et personne ne s'enrichit outrageusement à titre privé en prenant les biens produits par toute la société. C'est le système où la santé et l'éducation ne sont pas privatisées et où l'on prend soin de tout le monde. C'est la fin de la propriété privée des moyens de production et de la pseudo-démocratie où l'on vote une fois tous les 5 ans.

Pour cela il faut mener une rupture subjective entre nous et le système, affirmer que le seul chemin du changement c'est la Révolution.

Notre programme pour les élections et de fait le seul programme révolutionnaire se résume comme cela :

Boycotter activement la mascarade électorale pour délégitimer ce régime.

Organiser la jeunesse politiquement car elle est l'avenir du pays et du monde.

Organiser subjectivement la révolte, seul chemin pour la Révolution.

La Révolution ne rentre pas dans les urnes, elle se construit en opposition frontale avec le vieux monde.

Nous appelons toutes les organisations sincères, les sympathisants, camarades, collègues, étudiants, jeunes prolétaires à nous contacter et à nous rejoindre dans cette grande campagne ! Militons pour le Boycott, militons pour la Révolution !

**Boycottons activement la mascarade électorale !**

**Élections NON, Révolution OUI !**

**Vive la jeunesse qui combat !**

*Ligue de la Jeunesse  
Révolutionnaire, janvier  
2022 ■*

## Les deux aspects de notre période

***Un vent de folie réactionnaire déferle sur l'Hexagone. Ce n'est pas un accident mais le résultat d'une époque en général, celle de la crise de pourrissement de l'impérialisme, et particulièrement en France de la course des différentes factions de la bourgeoisie pour conquérir le trône présidentiel. A chaque élection présidentielle, la situation empire. La barre est à droite toute et plus rien ne peut empêcher la réactionnarisation au sommet de l'Etat, car aucune force n'émane du Prolétariat et des Masses, les seuls à même de freiner le phénomène. La décomposition de notre monde est palpable au quotidien, les choses qui faisaient sens sont bouleversées, tout s'accélère.***



Eric Zemmour est la parfaite caricature de notre époque en décomposition. Il n'est pas l'allégorie de la toute-puissance du système capitaliste, mais au contraire l'aveu criant de son infinie faiblesse. Idéologiquement, il est la synthèse de toutes les idées et fantasmes de la vieille droite réactionnaire française. Celles de la Restauration, du coup d'Etat du 2 décembre, de Thiers massacreur des Communards, de MacMahon, de Drumont et des Antidreyfusards, des Ligues Factieuses, du colonel De la Rocque et des Croix de feu, du « plutôt Hitler que Staline », de la Collaboration, du 13 mai 1958, des barbouzes et de la Françafrique – bref, de tout ce que la bourgeoisie nationaliste a « fait de mieux » pour la patrie. Il est le pantin des forces les plus réactionnaires des monopoles français (les grandes entreprises), dont Bolloré est aujourd'hui le manipulateur. Il sert le moment historique, mais il ne restera pas dans l'Histoire, car une fois ses forces épuisées, ses maîtres le jetteront aux oubliettes. A côté de Zemmour l'incendiaire fasciste, Marine le Pen se veut la stabilité de la réaction et espère obtenir le pouvoir tel quel par les élections. Au milieu, comme à l'époque des Radicaux de la Troisième République, il y a Emmanuel Macron, le pantin de la toute-puissante oligarchie financière, qui pour le moment n'a aucunement besoin de l'aventurisme fascisant. Macron siphonne à droite, la gauche étant déjà essorée. Notre Président est une création ex-nihilo de l'oligarchie financière qui a besoin de contrôler totalement le cours des choses pour imposer son agenda de réformes à la solde des dividendes boursiers. Il sera la clé de voûte du « front républicain » contre l'extrême-droite, le « sauveur » de la République souveraine : la mascarade En marche n'a pas de limite.

Les gauches de l'Assemblée Nationale, opportunistes et révisionnistes, se sont effondrées sous le poids d'une loi universelle : on ne se moque pas impunément des Masses pendant des décennies. On ne peut pas gouverner pour les riches en disant représenter le prolétariat, ce n'est pas possible, il faut choisir son camp. Ceux censés représenter « le peuple », les « petites gens » ne représentent que le pire de l'opportunisme, ayant jeté par-dessus bord tous les idéaux de la gauche historique. Nous vivons le chant du cygne du révisionnisme historique. D'autres surgiront, mais pour l'instant, ceux qui ont trahi la classe ouvrière n'existent plus politiquement, et c'est tant mieux.

Le tableau affligeant d'une Assemblée Nationale vidée de tout pouvoir mais pleine de députés libidineux démontre à lui seul que tous ces partis ne sont que des fractions du parti unique de la bourgeoisie. Comme nous le disait le grand Lénine :

*“La force du capital est tout, la Bourse est tout, tandis que le Parlement et les élections ne sont que des marionnettes, des pantins”.*

Ça ne pourrait être plus clair : tout le système politique bourgeois est une vaste mascarade qui avec sa fausse pluralité politique se veut l'expression de la « démocratie », du « peuple souverain ». Marx nous enseigne aussi que :

*“Les opprimés ont le pouvoir de décider pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimer le peuple au Parlement”.*

Le fourmillement de candidats au poste suprême n'est pas une expression de la démocratie, mais du pourrissement du système même qui se détruit de l'intérieur. Chaque candidat au poste de pantin suprême pense incarner celui qui sauvera la patrie. Les pires des escrocs sont ceux qui, en participant aux élections, pensent servir la Révolution ! Comment peut-on appuyer la Révolution en appuyant la légitimité du régime, qui est uniquement basé sur les élections ?

Nous avons là un aspect de la situation actuelle. Nous arrêter à ce tableau apocalyptique d'un pays dirigé par la réaction la plus noire, où les idées les plus nauséabondes qu'on pensait disparues ont pignon sur rue, où le futur Président monarque sera un Macron, une le Pen ou autre, tout cela pourrait nous désarçonner, et n'ayons pas peur de le dire, casser notre volonté de lutter.

Alors nous devons nous garder des constats et des analyses trop hâtives. Les événements de ce type nous permettent d'aller au fond des choses. Aller au fond des choses, comprendre tous les ressorts, les contradictions, permet de comprendre notre époque. Que nous dit le matérialisme dialectique, philosophie universelle du Prolétariat ? Que dans chaque chose ou phénomène, il y a deux aspects. C'est la loi de la contradiction, la loi fondamentale de l'univers. Lénine illustre l'universalité de la contradiction par les exemples suivants :

*« En mathématiques, le + et le -. Différentielle et intégrale. En mécanique, action et réaction. En physique, électricité positive et négative. En chimie, union et dissociation des atomes. Dans la science sociale, lutte de classe. »*

La lutte des classes s'exprime dans la réactionnarisation, qui n'existe que parce qu'il y a développement et tendance à la Révolution en France comme reflet de la situation économique internationale. Comme nous le dit Lénine :

*“Les relations économiques de l'impérialisme constituent la base de la situation internationale actuelle.”*

Le développement des idées les plus réactionnaires et fascisantes est le résultat d'une crise extrêmement profonde qui touche le système mondial dans son ensemble. A chaque crise, le capital se concentre de plus en plus dans quelques grandes entreprises monopolistiques,

ce qui aggrave de fait la situation en rendant de plus en plus dure l'extorsion de profit. Ces monopoles, dominant leurs Etats respectifs, poussent à la guerre pour conquérir de nouveaux marchés. Les tensions en Ukraine entre les USA (et leurs chiens) et la Russie, ou en Asie entre les USA (encore eux) et la Chine sont l'expression de cette poussée vers une nouvelle guerre mondiale inter-impérialiste.

A l'intérieur de leurs propres frontières, ces entreprises gigantesques poussent à la destruction des acquis sociaux pour pressurer toujours plus le Prolétariat. Ce sont de gigantesques organismes parasites qui pompent les richesses de la nation, qui les captent et les confisquent. Ils font de même sur les pays dominés, imposant leur domination dans des formes aussi radicales que sous le régime de colonisation directe. Pensant atténuer la crise ils l'accroissent et de fait accentuent la lutte des classes et la tendance à la Révolution. Le système capitalo-impérialiste est entré dans sa phase de pourrissement : même si une nouvelle guerre impérialiste mondiale advenait, la situation post-guerre serait encore pire pour eux et positive pour les forces du changement. Les déséquilibres entraînés par l'impérialisme jettent dans les bras de la Révolution des Masses chaque jour plus nombreuses. Aux quatre coins du monde les forces des masses populaires, avec en leur cœur les paysans pauvres, se jettent dans la bataille titanique.

Nous, Marxistes, nous comprenons l'Histoire comme un processus qui se développe dans la lutte entre Révolution et contre-révolution. Ce processus qui va voir disparaître l'impérialisme de la surface de la terre se divise en trois phases, liées au développement du capitalisme. Comme nous l'a expliqué le Président Gonzalo :

*« La défense stratégique de la Révolution mondiale, opposée à l'offensive de la contre-révolution, débute en 1871 avec la Commune de Paris et prend fin avec la Seconde Guerre Mondiale.*

*L'équilibre stratégique se situe autour du triomphe de la révolution chinoise, de la Grande Révolution Prolétarienne et du développement des puissants mouvements de libération nationale.*

*Postérieurement, la révolution passe à l'offensive stratégique ; on peut situer ce moment vers les années 80 quand nous distinguons des signes tels que la guerre Iran-Irak, l'Afghanistan, le Ni-*



*caragua, le début de la guerre populaire au Pérou, époque qui s'inscrit dans "les prochaines 50 à 100 années" »*

Notre époque est donc caractérisée par le fait que nous sommes pleinement entrés dans l'offensive stratégique de la Révolution. Cela signifie que l'impérialisme est sur la défensive stratégique. Cela ne signifie pas que la Révolution va triompher d'elle-même demain, mais que tout est mûr, y compris en France, pour reconstituer les instruments de notre émancipation dans un long processus violent de lutte des classes.

Maintenant vient la question de savoir quelle tactique doit adopter le Prolétariat pour se reconstituer comme classe pour soi, précisément dans notre époque. Il est clair qu'aujourd'hui les élections ne renforcent et ne peuvent renforcer la capacité de lutte et de victoire du Prolétariat. Elles ne font que conforter le régime, et si nous partons du principe que seule une crise économique, sociale et politique (de régime) peut ouvrir le champ des possibles à un processus révolutionnaire,

le boycott est la seule et unique option révolutionnaire.

Souvenons-nous que c'était en 1945 que nous avons conquis pour la dernière fois des avancées significatives sur le patronat, la bourgeoisie et le capital. Ce moment de grandes avancées pour nos droits de civilisation coïncide avec l'armement d'une large faction du prolétariat dirigée par le Parti communiste, éduquée dans la lutte armée contre le fascisme. C'est la grande leçon historique, rien ne s'est jamais conquis dans la paix des urnes. Toute conquête découle d'âpres luttes, qui dans notre période vont devenir de plus en plus radicales et puissantes.

Il est extrêmement important de comprendre toutes ces questions pour ne pas, sans le vouloir, appuyer un régime anti-démocratique et anti-peuple comme celui de la Vème République. Dans notre régime, le Président est un monarque élu, intouchable durant l'exercice de ses fonctions, sans aucun contrôle populaire. Le Parlement, censé être l'expression de la souveraineté populaire, est

vidé de tout pouvoir et ne sert qu'à enregistrer les décisions de l'Exécutif. Cela signifie que voter contre le Pen et Zemmour, dans les faits c'est voter pour Macron le pantin de la grande bourgeoisie financière française, c'est donner un blanc-seing à toutes les lois anti-populaires et à la réactionnarisation qui ne manquera pas de faire croître encore plus la tendance au fascisme.

Il est important de mener un boycott actif contre la mascarade électorale, en expliquant que voter c'est appuyer le système capitalo-monopolistique et la marche vers la guerre impérialiste. Nous devons étaler sur la place publique le caractère anti-démocratique des élections dans un système où l'économie et les médias sont contrôlés par une infime partie de la population, c'est là notre tâche historique comme révolutionnaires et démocrates sincères.

**Faire résonner puissamment la voie du boycott actif, c'est participer aux élections comme le seul et unique parti d'opposition, celui du prolétariat. ■**

# Sur la stratégie et l'autonomie de notre classe

On nous demande souvent, en parlant du boycott, quelle est notre stratégie. Bien entendu, cette question sert à nous faire passer pour des gens qui ne réfléchissent pas aux problèmes réels, qui s'opposent aux élections par principe, ou par légèreté intellectuelle. Réfléchir stratégie dans le cadre des élections est, en premier lieu, anti-marxiste.

En effet, nous ne sommes pas contre les élections en principe. Participer ou non est donc une question de tactique. La tactique est le temps de la bataille et non de celui de la guerre, le temps de la guerre concerne la stratégie. Or, si les élections relevaient de l'ordre de la stratégie, les marxistes penseraient qu'il suffise que tout le monde s'abstienne pour que le système s'effondre. Ce n'est évidemment pas le cas.

Le boycott actif, c'est à dire conscient politiquement, est l'une des armes que nous avons à notre disposition pour gagner la bataille, pour que notre classe ait de nouveau conscience d'elle-même et de son pouvoir transformateur illimité. C'est pour cela que nous disons que la classe existe actuellement en soi et qu'elle doit être reconstituée pour soi. La classe existe en soi car il y a des riches et des pauvres, une bourgeoisie avec des usines qui exproprie la richesse créée collectivement. C'est un fait que personne ne peut nier. Il y a donc un antagonisme entre les intérêts des uns et des autres, c'est ce que nous nommons la lutte des classes. En permanence, dans le monde entier, il y a lutte entre les riches qui veulent toujours plus, et les producteurs de richesses, le prolétariat, qui réclame le droit de disposer des richesses qu'il produit pour s'assurer une vie meilleure.

Notre problème, et normalement celui de tous les révolutionnaires sincères, c'est que notre classe, le prolétariat, celle des ouvriers, des travailleurs, n'a pas conscience d'elle-même. Elle n'est plus une force subjective qui lutte pour le pouvoir. Elle a beau être exploitée, ce qu'elle sait car elle le vit, elle n'a pas la capacité de se porter à l'assaut du pouvoir et de transformer le monde. Spontanément, elle ne le peut pas, elle a besoin d'être guidée et organisée, et tout cela se fait dans le cadre de la lutte des classes.



La première rupture que notre classe et ses éléments les plus conscients doivent déclencher est de regagner notre autonomie en tant que classe par rapport à la bourgeoisie. Les trahisons répétées des partis ouvriers ont fait intégrer nos organisations de classe à l'appareil d'Etat, alors qu'elles sont censées nous guider vers la Révolution. Les trahisons nous ont soumis au pouvoir bourgeois, et avec la crise actuelle, cette soumission s'accroît de manière exponentielle.

Il faut comprendre notre époque pour bien comprendre la signification de ce texte : nous vivons la phase de pourrissement du système d'expropriation (de vol) mondial, que nous nommons l'impérialisme. L'impérialisme dans sa phase de dégradation ultime ne relâche pas sa domination, au contraire, elle s'accroît à tous les niveaux (économique, politique, social, culturel). Les classes populaires (prolétaires, petite bourgeoisie) sont violemment ballottées par la tempête qui s'abat sur leurs têtes. Mais le système de domination



dans sa totalité craque de partout. La bourgeoisie doit trouver des pare-feux pour éviter d'être submergée par ceux d'en bas. Dans cette bataille, toutes les armes sont bonnes, dont la répression bien sûr : c'est le plus visible mais le dernier des recours. Il y a aussi la tentative de manipulation de la pensée par le monopole médiatique, et toute la superstructure idéologique (pseudo philosophes, intellectuels de service, artistes, etc) qui distille la soumission à l'ordre établi.

Les élections rentrent dans la superstructure visant à légitimer tout l'ordre établi, elles tentent de nous arracher notre assentiment. Lors des élections, la manipulation est totale, elles sont présentées comme le nec plus ultra de la "souveraineté populaire" et de la "démocratie". Nous sommes matraqués pour nous soumettre au consensus du résultat des élections, mais surtout pour y participer et ce, peu importe ce que l'on vote.

La question est donc de savoir si la participation au "jeu électoral" dont nous connaissons à l'avance le vainqueur sert à reconstruire d'une façon ou d'une autre l'autonomie de notre classe.

Depuis 1848 et l'instauration du suffrage universel masculin, jamais aucun parti révolutionnaire n'est arrivé au pouvoir par les urnes. Les grandes avancées, les grands moments qui ont fait trembler l'édifice ont été le fait des armes et jamais du vote. Au contraire, celui-ci vient toujours asseoir la légitimité du vieux pouvoir ré-instauré après la tourmente (1848-1871-1968). La démocratie bourgeoise est le système politique le plus mature pour le capitalisme, elle est apparue avec lui, elle ne lui fera

pas défaut.

Nous pensons ainsi que tous les partis « marxistes », « révolutionnaires », qui se présentent ou tentent de se présenter, participent à troubler la compréhension de notre classe du système en place. On ne joue jamais à un jeu pour perdre, et ici une participation sous-entend forcément qu'on espère gagner. Peu importe si le bénéfice recherché en réalité n'est pas le poste suprême, il laisse quand même penser que le chemin de l'émancipation passe par l'appareil d'État. Il empêche de se penser, de se sentir autonome de cet immense appareil que nous devons détruire. Nous devons garder ça en tête.

La course pour avoir les parainages des maires fait partie intégrante du jeu. On sait que toutes les grosses boutiques politiciennes se servent de leurs réseaux d'élus pour promouvoir ou empêcher tel ou tel Parti d'être en lisse. Peu importe qu'on pense que ce n'est pas démocratique, cela fait partie du jeu. Quand on participe, on doit accepter les règles.

D'ailleurs, alors que d'un côté ils se plaignent des règles, de l'autre ils tentent de les faire respecter (comme avec le temps d'antenne). Soit leur "stratégie" est subtile, soit il y a anguille sous roche. D'un côté, ils se proclament porte-parole du prolétariat et de l'autre ils se présentent comme "les petits" candidats. Comme si le prolétariat était petit, lui le créateur absolu de toute richesse...

Il faut noter qu'à chaque élection, les candidats qui se proclament du prolétariat ne font pas sérieux. Les classes populaires sont d'accord avec les idées, mais cela n'est pas sérieux. Car,

oui, le marxisme ne se démontre pas dans une pseudo-joute verbale, coincé entre les représentants de la grande bourgeoisie. Il se montre au quotidien dans la lutte des classes, par l'organisation de celle-ci.

Il est quand même sacrément compliqué de dénoncer quelque chose en y participant avec ardeur.

La Ve République est un système réactionnaire, bonapartiste, anti-démocratique et anti-peuple, tout le monde s'en rend compte au premier regard, et le légitimer en y participant est un jeu fumeux. Comme nous le disions dans l'article "un pas en avant pour le boycott", l'appel au boycott lancé par des militants de la CGT, du PCF, d'anciens du NPA, etc, est bien plus révolutionnaire que n'importe quelle candidature qui proclame l'être.

Objectivement, se présenter aux élections appuie ce système en déliquescence. Subjectivement, cela trouble le prolétariat dans son chemin vers la reconquête de son autonomie. C'est pour cela que nous affirmons que la seule campagne révolutionnaire c'est celle pour le boycott actif portée aux cœurs des masses.

**Désertons les plateaux TV, les grands quotidiens, et retournons au pied des tours ! ■**

# A propos du boycott actif des élections

**Sur les formes de lutte à notre époque.**

Notre journal, Nouvelle Epoque, participe activement au boycott de manière pratique, mais aussi théorique. Comme nous le disions dans un article précédent, le boycott actif de la mascarade électorale participe à la reconstruction d'une classe ouvrière autonome et consciente d'elle-même. C'est l'unique enjeu de notre époque, et celui-ci exige une rupture idéologique, politique et organisationnelle radicale. Le boycott est une des armes, une forme de lutte, qui sert ce but.

Lénine en 1906 dans *La guerre de partisans* nous expose la façon dont nous devons penser les formes de luttes dans le mouvement d'émancipation du prolétariat :

*“En premier lieu, le marxisme se distingue de toutes les formes primitives de socialisme en ce qu'il ne lie pas le mouvement à une seule forme de lutte. Le marxisme admet les formes les plus diverses ; il ne les ” invente ” d'ailleurs pas, mais se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de luttes des classes révolutionnaires qui apparaissent d'elles-mêmes au cours du mouvement. Ennemi de toutes les formes abstraites, de toutes les prescriptions doctrinales, le marxisme exige que l'on s'attache à la lutte des masses (...) Le marxisme, en ce sens, apprend, si l'on peut dire, de la pratique des masses, loin de prétendre enseigner aux masses les formes de lutte inventées par les “systématiciens” de cabinet”*

Et il ajoutait, et c'est extrêmement important pour comprendre la politique à mener à notre époque :

*”Et en second lieu, le marxisme exige que la question des formes de lutte soit considérée d'un point de vue absolument historique “**[1]***

Cela signifie que nous devons étudier les formes de luttes qu'a utilisé le prolétariat depuis 170 ans en rapport avec notre époque actuelle.

Dans l'Histoire, le prolétariat a utilisé les élections comme instrument pour propager le marxisme dans de larges masses. Mais à partir de la révolution d'Octobre, c'est la révolution prolétarienne qui devient l'ordre du jour.

Notre moment est l'époque de la seconde crise



générale de l'impérialisme (stade suprême du capitalisme), sa phase de décomposition, les formes de luttes doivent être en adéquation avec celle-ci. Les élections servent à cacher le caractère de classe du système mais aussi à domestiquer les masses. « Il n'y a pas d'autres voie que les élections pour changer les choses », voilà le message que nos maîtres veulent que nous ingurgitions.

Si nous regardons les formes de lutte qu'a utilisé le prolétariat ces 20 dernières années, nous voyons que les élections n'en font pas partie. Le prolétariat utilise la grève, la manifestation, l'émeute, le blocage économique, l'insoumission ; en aucun cas nous ne trouvons ces dernières années une quelconque bataille électorale où le prolétariat est présent comme classe active. Depuis les grandes grèves de 1995, en passant par la révolte des banlieues en 2005, le tout aussi grand mouvement des Gilets Jaunes, et tous les mouvements sociaux ces dernières décennies, pas une seule fois les élections ne figurent à l'ordre du jour. Au contraire, les élections revêtent à chaque fois "l'horizon cosmologique"**[2]** des vastes mouvements qui caractérisent la lutte des classes en France. C'est l'endroit où les opportunistes tentent de faire échouer la lutte des classes.

Si nous écoutons Lénine, et en tant que grand dirigeant révolutionnaire il le faut, nous devons " généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de luttes des classes révolutionnaires qui apparaissent d'elles-mêmes au cours du mouvement". Il ne faut en aucun cas tenter d'en créer de nouvelles, ou d'en réactiver certaines qui ont été maintes fois néfastes pour le prolétariat, comme les élections mais aussi les aventures insurrectionnalistes. Notre tâche est donc de systé-



matiser les enseignements des luttes les plus intenses de ces 20 dernières années. Nous devons en retirer les bons aspects et les “systématiser”, c’est à dire les utiliser à chaque nouveau mouvement en montrant aux masses le bon chemin, pour simplement ne pas perdre de temps. La révolte des banlieues a été un tournant : tous les opportunistes se sont retrouvés pris au piège de leurs propres chimères. Ils pensaient avoir les idées et voyaient les masses comme trop arriérées politiquement ; au final, c’était elles qui étaient les plus avancées, et de loin. Pendant des années, les opportunistes ont parlé au nom des masses des “banlieues” pour soi-disant les défendre. Quand elles se sont mises en mouvement, bien peu ont assumé l’Histoire.

Les Gilets Jaunes ont été marqués par ce même phénomène : les masses en révolte n’ont pas choisi des leaders des partis opportunistes (“révolutionnaires” ou non)

mais leurs propres dirigeants, bien plus conscients du moment. Bien entendu, dans ces leaders, des opportunistes étaient présents, mais la majorité était sincères et déterminés, car ils vivaient la même réalité que les masses qu’ils défendaient. Les organisations qui se proclament révolutionnaire devraient réfléchir en profondeur à ces faits.

C’est pour cela que nous combattons âprement ceux qui se proclament révolutionnaires et qui vont aux élections. Ce n’est pas par plaisir, ou pour faire les rebelles, mais par compréhension de l’époque et du marxisme. Avec suffisance, ils sont beaucoup à nous traiter de “gauchistes”, mais au fond ils savent que leur démarche est aberrante et que ce que nous disons est juste. Ils dénoncent dans leur programme le système bourgeois et la Ve République, et en même temps ils participent consciemment à la grande entreprise de légitimation

du système de classe. Ils se voilent la face en disant que les temps ne sont pas mûrs pour la Révolution, alors que les 20 dernières années dans le monde et chez nous ont montré que c’est maintenant qu’il faut s’acharner à la reconstitution d’une organisation du prolétariat indépendante de la bourgeoisie.

Il faut du temps pour que les choses s’éclaircissent. Ce que nous disons aujourd’hui dans quelques années paraîtra logique et évident pour le plus grand nombre. Nous assumons d’aller à contre-courant, c’est la seule façon de sortir la classe du marasme dans lequel le révisionnisme et l’opportunisme l’a plongé. ■

**[1] V.I. Lénine. La guerre de partisans. 1906**

**[2] En cosmologie, l’horizon cosmologique est la limite de l’Univers observable depuis un point donné.**

# Emmanuel Macron, l'ennemi principal du peuple



**Nous sommes beaucoup, à gauche, à penser que les politiciens les plus dangereux pour nos libertés sont ceux d'extrême-droite, comme Le Pen ou Zemmour. Bien qu'ils diffusent un venin ultraréactionnaire dans les masses, ils ne peuvent être le danger principal, tout simplement parce qu'ils n'ont pas le pouvoir et que la situation n'est pas mûre. Pour comprendre notre époque, notre société et les forces qui s'y meuvent, il faut comprendre que le véritable pouvoir est entre les mains de ceux qui tiennent les fils de la Bourse.**

Comme nous l'a appris le Grand Lénine, "la force du capital est tout, la Bourse est tout, tandis que le Parlement et les élections ne sont que des marionnettes,

des pantins". Cela signifie que le vrai pouvoir est entre les mains des grandes entreprises et des monopoles, du CAC-40 et des banques. Les gouvernements, les députés et les sénateurs ne sont que la représentation d'une forme ou d'une autre des grands monopoles financiers. Macron est, assurément, le pantin préféré des grands patrons français. Il est le principal représentant de la bourgeoisie impérialiste dans notre pays, et c'est lui son porte-parole à l'étranger.

Emmanuel Macron a rempli d'une façon magistrale le mandat que lui avaient confié les entreprises et les banques, la bourse a donc confiance en lui. Il a réussi à vendre à la population l'arnaque du soutien de l'économie par l'endettement massif lors de la crise du COVID-19, avec le fameux "quoi qu'il en coûte". C'est une immense escroquerie, car il y a forcément un coût à l'endettement massif du pays, et c'est sur les épaules du prolétariat que cela va retomber. La création d'argent n'est pas magique. Notre cher président a continué à détruire le code du travail et l'assurance chômage, il a supprimé l'Impôt sur la Fortune, accentué la privatisation de la SNCF et a fait voter la loi contre les "séparatismes" visant directement l'islam, religion d'une partie du prolétariat de France. Il a montré toute l'arrogance et la détermination de la bourgeoisie lors des Gilets Jaunes, en usant de la force publique pour

écraser et étouffer la contestation. Il a donné plus d'autonomie aux forces de police, achetant leur discipline. N'oublions pas, surtout, qu'il a été le Président du réarmement, avec un appui total à l'armée et à l'industrie de la guerre. Il a tenté de renforcer l'Europe, en collusion et en lutte avec l'Allemagne, pour que l'impérialisme français ne décroche pas totalement.

L'accélération historique que nous vivons depuis le début de la pandémie – comme le montre l'actualité brûlante qu'est la guerre en Ukraine –, ne pousse pas la grande bourgeoisie à l'aventure, mais à la stabilité efficace pour continuer de restructurer l'économie. C'est-à-dire qu'elle veut continuer à détruire nos acquis de civilisation gagnés par les luttes du prolétariat : le code du travail, la retraite, l'assurance chômage, la sécurité sociale, etc. Cette grande restructuration implique un soutien actif de l'Etat en tant que gouvernail et des financements massifs dans tel ou tel secteur. Il n'est pas anodin que la fin du mandat se place sur le terrain de la renucléarisation massive de l'Hexagone, avec la promesse de construction d'un nombre gigantesque de réacteurs. Le plan "France 2030" est aussi un grand acte de restructuration qui mise sur les industries de pointe, nécessitant peu de main-d'œuvre. Cela promet encore plus d'exploitation et de chômage pour la classe ouvrière. Nous voyons un exemple frappant de la contradiction du capitalisme, qui a besoin qu'on achète ses marchandises, mais qui doit toujours plus réduire la force de travail – tout en produisant plus ! –, et donc le nombre d'acheteurs.

Macron sera réélu car il a donné la preuve de son abnégation à servir ses maîtres et est le seul apte à assumer la gestion du chaos qui va arriver, du point de vue de la bourgeoisie.

La bourgeoisie ne déstabilise-

ra pas le pays avec des aventures fascisantes, elle n'en a pas besoin aujourd'hui. L'option "russe" de Zemmour et de Le Pen visant à concurrencer la superpuissance ultra-hégémonique Américaine est une non-option pour l'immense majorité de la grande bourgeoisie française, surtout depuis la guerre en Ukraine. La France n'a pas les épaules de s'opposer aux USA ; au contraire, elle doit suivre, s'intégrer, tout en luttant pour tenter de conquérir un pré-carré. La lutte inter-impérialiste n'est pas un conte pour enfants, elle est âpre, il n'y a pas de cadeaux.

Il faut comprendre que l'option fasciste n'arrive que quand le pays est déjà déstabilisé par une lutte des classes aigüe, lorsque le prolétariat se pose en concurrent direct au pouvoir. Cela arrivera, mais pas tout de suite. Les forces subjectives pour mener la Révolution – c'est-à-dire le prolétariat organisé pour prendre le pouvoir – sont encore à l'état embryonnaire.

Aujourd'hui, notre principal ennemi, le plus virulent, le plus dangereux, le plus réactionnaire pour nos droits, c'est Macron. L'activisme gauchiste contre Zemmour ou Le Pen ne fait que renforcer le rôle de Macron comme dispositif d'équilibre et de stabilité. Pourquoi s'attaquer seulement à Zemmour quand c'est Macron qui dirige le pays depuis cinq ans et qu'il a de très grandes chances d'être réélu ?

Notre président actuel est l'artisan de la réactionnarisation du pays. Ce n'est pas Zemmour ni Le Pen qui pavent la voie au fascisme, mais bien Emmanuel Macron et sa politique guerrière, réactionnaire et impérialiste. Bien entendu, Zemmour et Le Pen sont une branche du parti unique qui dirige le pays : ils portent un programme soutenu par la faction de la bourgeoisie la plus radicale, par sa base économique. Toute leur politique depuis des années sert la réactionnari-

sation, mais ne nous y trompons pas : les forces qui soutiennent Macron mettront en place le fascisme quand cela sera nécessaire. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise bourgeoisie, il y a seulement des déséquilibres, des luttes entre différentes branches au sein d'une collusion générale. Le jour où le prolétariat disputera le pouvoir, l'union sera sacrée chez les bourgeois.

Même si Le Pen ou Zemmour arrivent au pouvoir dans quelques semaines, cela ne voudra pas dire que le pays est devenu fasciste, car la situation politique n'aura pas fait un bond qualitatif vers la Révolution d'ici-là. Le prolétariat ne disputera pas le pouvoir à la bourgeoisie d'ici 60 jours. Dans ce cas, la grande bourgeoisie, via l'appareil d'Etat, enserrera le Président fascisant, tout comme elle a enserré les autres présidents. Nous ne disons pas que la réaction n'augmentera pas, mais il n'y aura pas un bond qualitatif vers le fascisme. La lutte sera plus aigüe, mais cela ne changera pas nos tâches politiques immédiates.

Nous ne devons pas perdre de temps dans des mobilisations stériles, mais orienter toutes nos forces vers le travail politique qui nous lie aux masses, afin de forger une nouvelle conscience de classe. Le meilleur moyen de lutter contre « le fascisme » est de participer activement à la campagne pour le boycott des élections présidentielles. Saper au maximum la légitimité du futur Président et de tout le dispositif électoral contribuera à saper le régime en place. Une légitimité de plus en plus faible participe à l'ouverture d'un champ des possibles où peut se frayer la Révolution. Le mal nommé « fascisme » actuel ne se combat pas dans le vide, de manière idéaliste et hors-sol, mais bien au contact des masses les plus opprimées, et nulle part ailleurs. ■

# Elections : l'arbre qui cache la forêt



**Le premier tour est sans appel, il n'y a pas eu de surprise. Pour le "peuple de gauche" la situation est dure, incompréhensible. Dans ces moments, la seule chose qu'il faut faire, c'est prendre de la "hauteur", s'élever pour comprendre l'époque et pas seulement subir les événements. C'est la mission de Nouvelle Epoque qui, depuis le début de la campagne, tente de montrer la réalité, ce qui est conforme au réel.**

Ce qui est conforme au réel, c'est l'actualité de la lutte des classes qui anime le pays et le monde. Karl Marx a très justement dit que la lutte des classes est le moteur de l'Histoire ; et plus que jamais, la situation actuelle le montre. Dans les périodes de crise, où celle-ci s'aigüise, la réalité apparaît devant nos yeux sans le voile trompeur de "la normalité capitaliste". Il faut se saisir de la réalité et s'y accrocher fermement, malgré toutes les difficultés, afin d'agir de manière juste dans le grand mouvement de l'Histoire.

Les élections de 2022 par leur insipidité, la petitesse du pseudo débat démocratique et l'enjeu – qui se réduit à bloquer une nouvelle fois Le Pen ou évacuer Macron –, montrent comme jamais le caractère purement formel de la machine électorale. Les élections servent à légitimer la domination du capital, et tentent de cacher l'énormité de la dépossession collective que subit la société. Si les élections furent un arbre, aujourd'hui elles ne sont qu'un buisson moribond et la forêt, la puissance du capital, apparaît par tous les interstices.

Tout cela se ressent par le dégoût de la chose po-

litique qui anime une grande partie des masses de France. Ce dégoût, ce rejet, a comme plus intéressante réalité la perte de confiance dans l'Etat et ses institutions, aidée par le pourrissement de tout l'appareil contraint par le capital. Le mouvement anti-pass/anti-vax est l'expression de cet effondrement de l'Autorité, le vote Rassemblement National en est une autre expression. D'un autre côté, le vote « de gauche », lui, exprime l'espoir de pouvoir changer les choses dans le cadre actuel. Mélenchon a par ailleurs bien saisi l'époque, son premier appel post-résultats a été très clair :

*"Je connais votre colère mes compatriotes, ne vous abandonnez pas à ce qu'elle vienne à vous faire commettre des erreurs qui seraient définitivement irréparables. Tant que la vie continue, le combat continue".[1]*

Jean-Luc Mélenchon, au fond, dit que les masses ont toutes les raisons d'être en colère, mais qu'il ne faut pas sortir du cadre bourgeois, légal. Le « pire » pour lui serait une explosion incontrôlable : voilà le fond politique de l'opportunisme. C'est bien sûr un vœu pieux, un mensonge, car la violence est la grande accoucheuse de l'Histoire comme nous le disait Friedrich Engels. Nier cette réalité ne fait que renforcer la tendance à la réactionnarisation des masses, qui sont désespérées de leur situation.

La vie, c'est le mouvement. La lutte des classes, son expression sociale, n'accepte pas le cadre contraint de la bourgeoisie, car il y a antagonisme. De quelles « erreurs » probables parle Mélenchon ici ? Il parle du risque qu'une partie des électeurs de gauche votent Le Pen pour virer la chose que les masses haïssent le plus : Macron, le pantin du grand capital. Comment

peut-il encore faire la leçon au monde du réel ? Car oui, le monde du réel, ce sont les gens qui travaillent et qui n'en peuvent plus. Les idées découlent de la pratique et pas l'inverse, JLM devrait relire ses classiques et surtout s'immerger quelques semaines dans la vie du plus grand nombre. Il veut canaliser la colère à son profit : c'est ce que font tous les opportunistes, mais cela ne fonctionne qu'un temps. Le temps n'est plus à la demi-mesure.

Aujourd'hui, les masses naviguent à vue. La pression est forte et s'accroît dans le pays, le prochain quinquennat sera tout sauf calme.

Le principal est donc de ne pas se tromper. Nous devons prendre part de manière active à la lutte des classes en organisant une rupture politique franche, sinon nous laissons ainsi la possibilité au fascisme de faire son petit bonhomme de chemin. La rancœur, la haine, la colère, le désespoir sont des moteurs de la Révolution comme de la contre-révolution.

Le seul travail révolutionnaire c'est donc celui qui est conforme au réel, c'est-à-dire à la lutte des classes. La pression du capital en crise assoit toujours plus son pouvoir sur les masses : économiquement, la pression sur les salaires est brutale et l'inflation est vécue au quotidien et ne relève plus seulement de vagues tableaux édités par l'INSEE. Le taux de pauvreté n'est qu'un indice qui permet de voir la surface de la crise terrible qui touche de plus en plus de personnes. Tout cela, socialement, a une réalité. Les gens sont touchés dans leur chair, ils sont psychologiquement cassés. La fatigue est massive, les cancers et maladies explosent. Politiquement, la crise continue à atomiser la classe, mais le processus de décomposition entraîne déjà un processus de recomposition dans la lutte des classes, et pas en dehors. Il y a toujours deux aspects dans les choses. D'ores et déjà, le pays est traversé par mille luttes collectives et individuelles tentant de faire relâcher l'étreinte du capital.

La seule chose à faire est de mener un travail politique concret en partant des problèmes rencontrés au quotidien par les masses, notamment et principalement sur l'expression réelle de la crise : l'augmentation des prix, la stagnation des salaires. C'est, assurément, un travail long qui tranche avec "le court terme". C'est un travail de propagande et d'agitation autour de choses simples, mais qui plante les graines de la politique, qui est la question du Pouvoir. Lénine exprime cela de cette façon :

*« Il ne suffit pas de dire que la lutte des classes devient réelle, conséquente, développée, seulement quand elle embrasse le champ politique... Le marxisme reconnaît que la lutte de classe est complètement mature, « nationale », seulement non seulement elle embrasse la politique, mais de la politique l'élément essentiel : la structure du pouvoir d'État. »*

Il nous faut lier le particulier au tout, expliquer que les mille problèmes que les masses rencontrent au quotidien sont l'expression d'une seule et même chose, et que pour en finir il faut changer de système, c'est-à-dire conquérir le pouvoir. C'est un cheminement de pensée qui demande d'avancer par étapes, les choses se transformant dans la pratique. Les masses décideront de s'attaquer au pouvoir quand les révolutionnaires auront profondément fusionné avec elles.

Plus que jamais, il est temps de mener la lutte politique en partant de la réalité matérielle, comme l'explique si bien Karl Marx :

*« ...tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en tant que classe et cherche à les contraindre par la pression de l'extérieur est un mouvement politique.*

*Par exemple, la tentative de forcer des capitalistes, au moyen de grèves, etc., dans telle ou telle usine ou branche d'industrie, à réduire le temps de travail, est un mouvement purement économique ; au*

*contraire, le mouvement ayant pour but de faire édicter une loi des huit heures, etc., est un mouvement politique.*

*Et c'est ainsi que partout les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante.*

*Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation.*

*Là où la classe ouvrière n'est pas encore allée assez avant dans son organisation pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective, c'est-à-dire la force politique des classes dominantes, elle doit en tout cas être éduquée en vue de cela par une agitation continue contre l'attitude hostile à notre égard qu'observent en politique les classes dominantes.*

*Dans le cas contraire, elle reste aux mains de celles-là une balle à jouer. »[2]*

Cela signifie donc : partir des luttes économiques pour les amener sur le terrain du pouvoir, de l'État, c'est cela la lutte des classes et rien d'autre. C'est l'unique chemin que tous les révolutionnaires sincères doivent emprunter au plus vite et de toutes leurs forces. Ce n'est donc qu'ainsi que nous pourrions virer Macron ou n'importe quel autre pantin du capital et ainsi donner le pouvoir au prolétariat, à notre classe ! ■

**[1]franceinter.fr/politique/maintenant-c-est-a-vous-de-faire-arrive-troisieme-melanchon-livre-un-discours-testamentaire**

**[2][Karl Marx, Lettre à F. Bolte, 23 novembre 1871]**

# Macron – Le Pen : la réactionnarisation ou la réactionnarisation

**La force du capital est tout. Nous le répétons tout au long de nos articles parce que c'est le fond du problème. C'est là que réside le véritable pouvoir qui dirige le pays ; celui qui soumet la production collective de la richesse aux intérêts privés, qui encadre toutes les volontés non-rupturistes avec son Etat, qui corrompt massivement les couches de la population ayant un intérêt mesquin à la perpétuation du vol organisé.**

La bourgeoisie dresse ceux qui voudrait sortir des clous : les faux rebelles apparaissent avec clarté et il faut les dénoncer comme il faut dénoncer ceux qui veulent perpétuer ce système dans le cadre actuel.

Le patronat a parlé : à travers le Medef, c'est la force du capital qui s'exprime. Il a nommé son champion, et bien entendu cela sera Emmanuel Macron. Le capital proclame que :

*« Le programme d'Emmanuel Macron est le plus favorable pour assurer la croissance de l'économie et de l'emploi dans notre pays .» « Même s'il comporte des lacunes, il est le plus à même de préparer la France aux défis de l'avenir en faisant le choix de la compétitivité et d'une croissance durable ».*

Et bien entendu la force ne peut exister que par la menace : *« le programme économique – de Marine Le Pen – conduirait le pays à décrocher par rapport à ses voisins et à le mettre en marge de l'Union Européenne ».*

Le capital craint aussi de voir une *« dégradation de la confiance des acteurs économiques, [qui réduirait] les investissements et les créations d'emplois »* et alerte sur *« la hausse très forte et non financée des dépenses publiques »* risquant de *« placer le pays dans une impasse »*.<sup>[1]</sup>

Le Pen n'est pas la bonne option, aujourd'hui, pour les capitalistes. D'ailleurs, la présidente du Rassemblement National le sait très bien, car elle a dû "arrondir" ses angles. Il n'est plus question de sortir de l'Union Européenne ou de l'Euro – même si ce ne serait pas une panacée – et son discours sur la retraite changera, car l'augmentation du temps de travail est un impératif pour le patronat.

La retraite à 60 ans qu'elle arbore dans sa campagne n'est qu'un attrape-nigaud électoral.

Le message est clair : si elle prend le pouvoir, elle devra se plier à ce que le capital pense nécessaire pour continuer à engranger des profits et à se reproduire. Elle sait de même que, si elle est élue, elle prendra les rênes d'un Etat qui n'est pas acquis à sa cause (loin s'en faut), car l'immense machine administrative ne se pliera pas à un changement de style de gouvernance, tout simplement parce que le moment ne l'impose pas. Les "frontistes" le savent bien et ont donc trouvé comme parade le Référendum, vieille recette Bonapartiste, apanage des régimes les plus réactionnaires. Le procédé est simple : le référendum est un plébiscite, c'est-à-dire que le corps électoral vote directement par oui ou par non les lois. Le but est de plébisciter son action, qui sortirait du cadre du régime actuel, celui de la Ve République, en piratant toute la machinerie administrative. Son projet réactionnaire, dont le cœur est la question migratoire, doit impérativement violer la Constitution (et le Conseil constitutionnel) en créant dans le pays deux droits différents : l'un pour les "nationaux", l'autre pour les "étrangers". C'est un jeu dangereux, car si le résultat n'est pas conforme à ses vœux, cela sera un plébiscite contre sa personne, ce qui engendrerait une déstabilisation automatique du pouvoir. Marine Le Pen est prête à toujours plus déstabiliser le régime pour faire passer en force son programme, surtout dans le cas de son élection, sa légitimité sera faible. Les résistances seront énormes à n'en pas douter. Les temps actuels ne nécessitent pas un tel changement de cap, car les forces subjectives de la Révolution socialiste sont loin d'être un risque pour les monopolistes et autres banquiers.

Emmanuel Macron est donc en très bonne position pour continuer sa sale besogne commencée il y a 5 ans, et c'est le principal ennemi car c'est lui qui est aux commandes aujourd'hui. Bien que la crise ait aiguisé la lutte des classes et profondément attaqué la normalité de la société impérialiste, les temps ne sont pas mûrs pour une aventure ultra-réactionnaire. Ne nous y trompons pas : le score sera serré et cela exprime la lutte des classes, car le monde social et la question du pouvoir relèvent de cette lutte.

Que ça soit Macron ou Le Pen, le résultat sera





un gouvernement réactionnaire qui dirigera le pays d'une main de fer et continuera à aggraver la crise, car le capitalisme français doit continuer à être restructuré pour correspondre à la lutte inter-impérialiste qui fait rage, aujourd'hui de manière ouverte en Ukraine.

Il serait totalement absurde de penser que le vote Le Pen est un vote fasciste, il reste largement un vote de désespoir avec une volonté forte de changement. Quitte à passer en force, cela démontre que les masses sont prêtes à une rupture du cadre étouffant et aliénant que leur impose le capital.

Le vote Macron, en dehors des gens faisant barrage à l'extrême-droite (ce qui peut se comprendre) est l'expression de ceux qui vivent bien et veulent perpétuer ce système indéfiniment.

Il faut noter que Le Pen et sa clique sont de profonds opportunistes, qui se servent des conséquences économiques et sociales de la crise pour faire passer leur programme ultraréactionnaire au service de

l'impérialisme. Mais qu'on se le dise : les opportunistes finissent tôt ou tard par ne plus arrêter le feu qu'ils ont allumé. C'est un jeu dangereux pour cette engeance.

Nous devons démontrer aux électeurs que voter RN contre ce qu'ils estiment être le pire (le Président banquier), c'est voter pour encore pire dans un futur proche. Comme le dit la fameuse expression, c'est tomber de Charybde en Scylla.

Dans ce sens, la seule option politique au service du prolétariat c'est de s'abstenir, de boycotter les élections, pour ne pas appuyer un quelconque futur gouvernement qui sera de toute manière à la botte des forces du capital.

La seule attitude juste après les élections ne sera pas le désespoir, mais bien l'optimisme au service de la lutte pour défendre nos droits. Quoi qu'il arrive, les temps sont mûrs pour reconstruire un mouvement révolutionnaire émancipateur hors du cadre imposé. Seule la lutte des classes organisée peut montrer aux masses le chemin vers la

résolution de leurs mille problèmes qui empoisonnent le quotidien. Un gouvernement Macron ou Le Pen signifie de grandes batailles à mener pour défendre et améliorer nos droits et nos libertés.

La seule façon de combattre notre futur gouvernement, c'est de s'attaquer à la contradiction du capitalisme, qui se niche entre la production collective de la richesse et l'appropriation privée de celle-ci. C'est-à-dire entre le prolétariat et la bourgeoisie. Elle a l'argent, et nous en avons besoin, alors il faut aller le chercher. En un mot et en un seul, il faut s'attaquer à la bourse du patronat, leur arracher toujours plus, et conduire cette lutte sur le terrain politique, c'est-à-dire la lutte pour le Pouvoir. Toute autre activité militante qui ne se place pas dans cette optique du pouvoir n'est que de l'antipolitique. ■

**[1] [lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-le-projet-economique-de-marine-le-pen-ne-passe-pas-aupres-du-patronat-1400005](https://lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-le-projet-economique-de-marine-le-pen-ne-passe-pas-aupres-du-patronat-1400005)**

## ■ Mobiliser, politiser, organiser !

La mascarade électorale se termine avec la victoire peu triomphante du champion de l'oligarchie, des boursicotiers, des richards – en un mot, des vautours qui se repaissent de la chair du prolétariat. Que dire de ce pitoyable spectacle, si ce n'est qu'il n'y a strictement plus rien à tirer de ce dispositif servant à légitimer et cacher, de plus en plus difficilement, tout le système d'oppression capitaliste. La seule chose digne au milieu de tout cela a été le boycott actif, rondement mené dans les masses de notre pays par des militants et activistes ô combien courageux. En effet, du courage il en fallait pour s'opposer au vieux révisionnisme, dont Roussel est le visage putréfié, et à tous les opportunistes de droite comme de gauche qui trafiquent avec les souffrances de notre peuple pour leurs petits intérêts mesquins. Le fait que 50 000 tracts pour le boycott actif ai été distribués, que des milliers d'affiches aient été collées, que de nombreuses actions d'agitation au contact des masses ont été menées avec détermination, tout cela prouve qu'une autre voie est possible face au supplice de Prométhée enduré par le prolétariat et les masses.

Une voix, autonome de toutes les structures de la bourgeoisie, a retenti pour sonner le tocsin de la seule voie vers la Révolution. Nouvelle Epoque a participé à expliquer et porter ce message d'une grande importance tactique. Nous le répéterons jusqu'à satiété : aucun changement allant dans le sens de l'émancipation, même le plus minime, ne peut passer par une acceptation des règles du jeu de la bourgeoisie. Chaque élection permet de légitimer le système en place et participe à sa réactionnarisation. Il n'existe aucune voie pour l'émancipation du prolétariat et des classes populaires qui passerait par ce simulacre de démocratie. La seule rupture possible passe par le débordement idéologique, politique, organisationnel de toute cette immense structure économique, culturelle, politique que l'on nomme capitalisme. Les gesticulations pseudo-radicales d'un Mélenchon appelant à « voter contre Le Pen », donc objectivement pour Macron, prouvent la volonté qu'ont tous les opportunistes de conserver ce système. Le « front républicain » aura joué à fond son rôle en soumettant les masses, une nouvelle fois encore, à un violent dilemme cornélien : voter pour le pire du futur afin d'empêcher le pire du moment. Mais les masses ne se laissent pas trompées ad vitam aeternam : les taux d'abstention et de votes nuls et blancs auront montré que définitivement, non, les français ne sont pas « des veaux ».

Le nouveau quinquennat Macron qui se profile, c'est la promesse d'une augmentation de la réactionnarisation dans le cadre feutré et impitoyable de la raison d'Etat, c'est-à-dire, en dernier ressort, l'intérêt de la reproduction du capital.

Comme une prophétie auto-réalisatrice, anticipant des « violences urbaines » (des actes de résistance), la capitale avait été cernée d'un imposant dispositif policier le soir des élections, comme pour montrer clairement à tout ceux qui ne l'avaient pas encore aperçu le visage du libéralisme en temps de crise. Ce soir-là, pendant qu'une poignée de parasites et autres opportunistes acclamaient le nouveau gestionnaire au champ de Mars (faut-il y voir un autre signe ?), deux frères étaient lâchement assassinés par les forces de l'ordre du capital, faisant d'eux les premières victimes d'un quinquennat qui s'annonce explosif. Prétextant un refus d'obtempérer, un jeune flic élevé aux hormones du fascisme aura ôté la vie à deux frères avec dix coups de fusil d'assaut et détruit une famille. Linda Kebbab, la déléguée du syndicat FO de la police, aura beau chouiner en s'émouvant de l'utilisation politique de cet événement, nous continuerons à penser qu'il est intolérable de mourir sous les balles des flics en 2022 dans notre pays. Il est de plus en plus difficile de maintenir l'honneur des flics dans notre République, et ce n'est pas le choix cynique d'une fille d'immigrés charmante comme porte parole qui y changera quelque chose. Nous prédisons mille malheurs à cette engeance qui se dresse entre les masses et le capital – les temps vont être durs pour tout le monde.

Mais le principal, c'est que tout cela est l'expression de la lutte des classes qui bouleverse en profondeur notre monde. Ils ne nous le disent qu'à demi-mot, mais le temps des vaches maigres est arrivé : l'inflation fait s'effondrer nos salaires réels, et le prolétariat va porter tout le poids de la dette et du réarmement militaire sur ses épaules. A n'en pas douter, quand il le faudra, ils nous enverront mourir pour la « patrie » (qu'il faut entendre comme les intérêts privés du capital). Les masses de France, loin d'être amorphes, nous ont ces deux dernières décennies montré un très haut niveau de combativité. C'est la grande expression de la lutte des classes qui traverse le pays et qui pousse l'Etat à se réactionnariser, en faisant passer des lois de plus en plus répressives, en donnant les pleins pouvoirs à la flicaille rageuse (de sa pauvre



vie de l'arbin), en développant toujours plus les dispositifs de contrôle, en organisant le cadre du vol quotidien de la richesse produite par une minorité.

Tout cela n'est que l'expression profonde de la crise du vieux système impérialiste mondial.

La colère est palpable, elle est sourde et elle gronde, l'ambiance est lourde dans le pays aux 36 000 clochers. La misère qui s'étend à travers le pays avec 18 % (12 millions) de pauvres n'est pas une opprobre, comme l'a si magnifiquement exprimé le Président Gonzalo, car c'est elle qui porte le nouveau monde, c'est la source de toute chose. Ce sont des quartiers délabrés, que fuit et ignore la France « qui va bien », que va naître la Nouvelle France. C'est là que sont les futurs nouveaux sans-culottes, les soldats de l'an II, les Communards, les Résistants, ceux et celles qui dirigeront le pays dans le futur. Cette nouvelle France qui sera celle du règne du commun va être poussée, impulsée, par le nouveau monde qui commence déjà à poin-

ter dans les contrées reculées de l'impénétrable Amazonie. Le prolétariat est une classe mondiale unique, nous marchons main dans la main avec tous les peuples du monde, nous sortirons tous ensemble du vieux monde.

C'est donc la misère et la pauvreté organisées scientifiquement par le Marxisme qui vont conquérir le nouveau monde en détruisant l'ancien. C'est vers elles que tous les révolutionnaires doivent immédiatement tourner leurs yeux et toutes leurs attentions. Il est urgent de s'immerger et de vivre avec elles, de partager leur quotidien, les joies et les peines, mais surtout les luttes. Le but est de découvrir le grand protagoniste de l'Histoire, de fusionner avec le prolétariat. Les révolutionnaires doivent arrêter de jeter leurs forces dans la chimère de « l'antifascisme » complètement coupé de la réalité matérielle des masses. Des grandes luttes économiques et sociales s'annoncent, il faudra être présents et les porter afin de politiser les masses, c'est-à-dire de les diriger vers la conquête du Pouvoir.

C'est cela, l'antifascisme, être immergé dans les masses comme un poisson dans l'eau pour orienter la colère vers la Révolution, et couper l'herbe sous les pieds de l'opportunisme de droite comme de gauche, pour soutirer les masses au révisionnisme. Le problème réside dans le fait que se lier aux masses demande beaucoup de patience et de détermination, c'est un processus de transformation subjective et collective intense et prolongé. Il n'est plus question de postures, ou de faire un travail politique d'« entre-soi », mais de commencer le long chemin à parcourir au côté du prolétariat pour le découvrir, le rencontrer. Les masses font l'Histoire, c'est de ce principe fondamental qu'il faut partir, et l'appliquer. Avec elles, tout est possible, sans elles tout n'est qu'inutilité.

**Nous ne pouvons rester au bord de l'Histoire dans une posture contemplative. Aujourd'hui encore plus qu'hier, notre tâche est donc l'organisation, la mobilisation, la politisation des masses profondes de notre pays. ■**

# **Un pas en avant vers le boycott des élections**

***Au sujet d'un appel à boycotter les élections présidentielles de 2022, lancé par des militants sur le site internet suivant : <http://boycottdespresidentielles.simplesite.com/>***

La réactionnarisation de la société que nous connaissons, pour toute personne qui soutient une politique sincère d'émancipation, peut ressembler à un nœud coulissant étranglant tous nos espoirs de changement. Ce n'est pas faux, mais ce n'est qu'un des aspects de l'époque, et c'est celui qui est secondaire, nous devons le souligner. Comme nous l'avons déjà répété et le répéterons dans les articles de notre journal, chaque phénomène possède deux aspects. S'il y a réactionnarisation, il y a donc mouvement vers l'émancipation – et celui-ci est présent dès aujourd'hui.

A vrai dire, c'est parce que les masses, historiquement, poussent vers l'émancipation (d'une façon ou d'une autre) que la réactionnarisation est une nécessité pour l'oligarchie, afin de continuer le cycle de reproduction capitaliste. Cette nécessité est bien sûr démultipliée en temps de crise générale du système économique basé sur le règne du capital. Dans ces moments de tourmente, il faut toujours garder cela en tête et regarder en détail les choses qui ne trompent pas.

Nous le disons, le vent souffle dans le sens d'une recomposition des forces véritablement démocratiques, et c'est comme cela qu'il faut sentir cet appel au boycott des élections présidentielles. Cet appel dénonce la réactionnarisation, le Parlement devenu croupion et un régime présidentiel sombrant petit-à-petit dans le bonapartisme. Les personnes politiquement sensibles ne peuvent que voir les élections présidentielles comme un plébiscite pour un Homme fort qui pave la voie au fascisme. Cet appel dénonce ce que nous dénonçons.

Appeler au boycott est un acte politique extrêmement fort dans une France où les grands partis

forment le parti unique de la bourgeoisie, où les opportunistes de gauche ont trahi cent fois les espérances populaires et où des « révolutionnaires » pensent avoir une stratégie en présentant un candidat...

Bien entendu, cet appel est limité : il ne va pas au fond des choses, ne pose pas la question de qui contrôle l'économie. En tant que marxistes, nous pensons que la superstructure idéologique (dont le système politique) est le reflet de l'infrastructure économique. Dans ce cas, nous ne pouvons passer outre un questionnement radical sur la question de savoir qui possède les moyens de production. Nous devons aussi et surtout nous demander qui produit la richesse collective, qui l'exproprie pour des intérêts privés, qui a le pouvoir et qui devrait l'avoir de manière réelle. Considérant que les forces du capital sont organiquement très développées, qu'elles corrompent toute la machine d'Etat, qu'elles tentent de manipuler les masses via la possession de la totalité des médias, nous ne pensons pas qu'un processus constituant soit tout simplement possible sans avoir réglé ces problèmes. Quoi qu'il en soit, aucun changement ne peut être possible sans saper les bases du Régime anti-populaire de la Ve République.

Cet appel, bien que pris dans ses contradictions, fait partie du camp du peuple assurément. Nous vous le reproduisons dans son intégralité ci-dessous :

## **BOYCOTTONS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE !**

Après 5 années terribles de démantèlements de conquies sociaux, de désastres écologiques, de combats populaires remettant en cause le système économique et politique et toutes les formes de domination : Gilets jaunes, mouvement de défense des retraites, grèves pour les salaires, grève générale dans les Antilles et territoires dits d' « outre-mer » ... les forces politiques officielles abordent la présidentielle comme si l'élection du Président de la République au suffrage universel allait de soi. Qu'une personne puisse incarner à elle seule l'institution suprême de la République ne peut être qualifié de démocratique.



La Présidentielle hypertrophie la personnalité du ou de la candidate reléguant dans son ombre toutes les autres forces y compris celles qui ont contribué à sa présence. D'ailleurs on dit bien de ces forces qu'elles « sont derrière » la candidature. Ce qui explique pour une large part l'échec de candidature unitaire à la gauche de la gauche : personne ne voulant être relégué dans l'oubli.

Pour que les législatives deviennent l'expression des exigences de la société, qu'elles ne soient pas le troisième tour de la présidentielle, il faut se dégager de ce système.

Si l'abstention est un acte individuel trop souvent confondu avec le silence et la passivité, le boycott dûment motivé est

un acte collectif puissamment politique.

L'objectif est de favoriser l'émergence d'un mouvement populaire avec celles et ceux qui sont en quête de pouvoir se faire entendre. Il ne s'agit plus de désigner le meilleur (ou le moins pire) en vue d'obtenir le moindre mal mais de considérer que les mouvements populaires doivent déboucher sur une mise en cause du régime actuel et sur la construction de la démocratie.

C'est un boycott constituant que nous voulons.

Le boycott combat le caractère antidémocratique des institutions, affaiblit les idées d'extrême droite qui promeuvent le culte du chef. Il permet de prendre conscience de notre

force collective qui peut ainsi déboucher sur l'exigence d'une vraie démocratie.

Boycotter la présidentielle portera un coup au régime de la 5ème République, sera une victoire contre toutes politiques autoritaires et anti-sociales. Créons ainsi des espaces citoyens, des comités, des assemblées populaires... où toutes et tous se réapproprient la politique et se fédèrent. Ouvrons ainsi, par une campagne de terrain, une nouvelle dynamique populaire qui donne une plus grande efficacité et des perspectives aux luttes sociales.

Nous n'avons qu'une 5ème République à perdre et un monde à gagner. ■

# **Anasse Kazib ne montre pas la voie pour le prolétariat**

*(Note : article écrit avant le 1<sup>er</sup> tour et la non-obtention des signatures par le candidat).*

**Anasse Kazib est le candidat à la présidentielle d'une scission du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). Lui et son groupe courent littéralement après les 500 signatures pour espérer pouvoir se présenter.**

Comme nous l'avons déjà dit dans de précédents articles, se fourvoyer dans les élections c'est accepter leur jeu, le jeu de la bourgeoisie, c'est légitimer leur système. Pire, c'est faire du prolétariat une victime.

Dans la vidéo postée par Anasse Kazib le 25 janvier 2022 sur les réseaux sociaux, cette victimisation est frappante et insupportable pour tous ceux et celles qui ont une conscience de classe un minimum développée.

Il répond à un certain Legrand, journaliste à l'Obs. Le grief étant que ce torchon de la grande bourgeoisie le boycotte dans ses articles. Déjà, nous pouvons nous demander la pertinence de s'intéresser à ce type de journal, mise à part pour être une "caution" démocratique de la mascarade électorale.

Mais ce problème est secondaire par rapport à l'intégration de n'importe quelle candidature "révolutionnaire" dans le système bourgeois par l'acceptation de ses règles. Les règles, forcément, ne sont pas là pour favoriser une candidature à la Kazib, et c'est tant mieux ! Il est plus simple d'y voir clair comme cela, mais apparemment la candidature "révolutionnaire" de Anasse Kazib ne le perçoit pas, et au contraire, il vient dénoncer les lois de l'Etat, les lois de son système électoral. Il faudrait nous expliquer quel est le but de ces "révolutionnaires", prendre l'Etat par les élections ou le détruire ? Ils vont nous répondre que c'est une "stratégie" pour donner de la visibilité à une candidature ouvrière et immigrée, mais pourquoi faire ? Personne n'a la réponse, eux-mêmes l'ignorent, car ces candidatures existent déjà depuis des décennies et n'ont strictement pas fait bouger la conscience de classe dans le pays.

Toute la vidéo est une manifestation de la larmoyance dans laquelle le prolétariat est plongé, Kazib se place totalement dans "le jeu électoral".

Ces gens-là pensent-ils qu'une parité d'audience sur Cnews, sur l'Obs, ou dans tout autre média changerait quoi que se soit ? Ne comprennent-ils pas que 95 % des médias sont détenus par les monopolistes et l'oligarchie financière ?

N'entendent-ils pas que les élections sont un des instruments centraux de la légitimation de la "démocratie bourgeoise", c'est-à-dire de la dictature des grands patrons et banquiers.

En vérité, ils savent tout cela, car ils ont une base un minimum marxiste. Mais perdus dans leur certitude de ne rien savoir sur la stratégie révolutionnaire, ils préfèrent dépenser une énergie folle dans la participation à la corruption de notre classe.

Aucune participation à quelconque élection que ce soit ne peut aider au développement de la Révolution dans la phase de pourrissement de l'impérialisme, c'est comme ça. Il va falloir ici revoir la matrice idéologique.

Il nous faut aussi dénoncer durement l'opportunisme dans l'utilisation des origines ethniques d'Anasse Kazib à des fins politiques. Tout le monde voit qu'il est une personne issue de l'immigration, ce n'est pas la peine de le rappeler à longueur de temps, cela en devient gênant. Notre classe n'a pas besoin de ce type de choses, on ne juge pas les gens à leur origine ou couleur de peau, mais à leur action dans le monde social, dans la lutte des classes. Alors, soit il représente la classe dans sa totalité, soit "les ouvriers issus de l'immigration", ce qui est bien différent. Vu son staff technique, nous pouvons affirmer qu'ils tendent quand même à représenter le prolétariat de France dans son ensemble.

Le prolétariat de France est multicolore, bariolé, c'est le résultat de la longue histoire d'immigration. Jouer sur cela à l'heure de la réactionnarisation de toute la société revient à légitimer le discours de Zemmour et consorts. Zemmour aussi est "issu de l'immigration", et pourtant il porte la ligne politique de la bourgeoisie la plus réactionnaire. Il aurait été plus sain de simplement et justement dire "ouvrier" ou "prolétaire" et de ne pas participer à l'atomisation de la classe qui sert la réaction. Cela aurait tout même montré un plus haut niveau idéologique que cet opportunisme du moment.

Nous critiquons cette candidature parce qu'elle prétend représenter notre classe, pas par concurrence ou autre. Quel est l'intérêt de critiquer une candidate comme Péresse pour nous ? Aucun.

La classe ouvrière, le prolétariat, ne va pas se reconstituer en classe pour soi en se victimisant et en demandant que la bourgeoisie soit impartiale. Le prolétariat ne demande pas l'aumône, il lutte et le chemin de la révolution ne passe pas par la participation à la mascarade électorale, il passe par son boycott actif. Le prolétariat ne demande pas à être visible, il lutte pour le pouvoir, pour le renversement violent de l'ordre inique dominant l'ensemble de la planète. ■

# Critique de Mélenchon et de son programme "l'Avenir en commun"



**Nous présentons ici une critique du programme "l'Avenir en commun" porté par Jean-Luc Mélenchon. La critique sera succincte, car bien que nous pourrions détailler chaque proposition, nous avons décidé de cibler ce qui nous paraît principal. La critique de ce programme est très importante, car Mélenchon se présente aujourd'hui à des millions de français, et notamment des prolétaires, comme un espoir.**

Nous avons vu certaines personnes, dans nos quartiers prolétaires, appeler à rentrer dans le jeu électoral et à voter pour ce candidat, ce qui nous pousse encore plus à fournir une critique de son projet, qui va à l'opposé de nos intérêts. JLM est le seul candidat conséquent de "la gauche" du parti unique de la bourgeoisie gérant le pays ; il est un opposant à tout programme de rupture avec le système.

Son programme est en effet le paradigme de l'opportunisme, c'est-à-dire qu'il s'appuie sur les espérances de progrès social et les difficultés de plus en plus grandes d'une partie de la population pour tenter de conquérir le pouvoir. C'est pour cela que nous nous devons de l'analyser, afin de démontrer la voie sans issue qu'il représente pour les masses. Pire, son programme est clairement une tentative, impossible, de réformer, de contrôler et de sauver le capitalisme français en crise profonde. "L'Avenir en com-

mun" est assurément bien fait : cela fait sérieux, cela a été réfléchi, c'est chiffré, et en cela il est donc un écueil bien plus important pour les masses que les candidatures de Poutou, de Arthaud, et autres électoralistes sommes toutes anecdotiques.

Ce programme, taxé par certains de radical, ferait passer le programme commun de Mitterrand pour du "Bolchevisme". Ce simple fait montre déjà à quel point JLM n'est pas en rupture avec le système, mais reste profondément ancré en lui. Il n'est ainsi qu'un rejeton de l'appareil.

JLM propose, de fait, une restructuration du capitalisme et de l'impérialisme français afin d'éviter une Révolution sociale. Pour éviter une quelconque explosion révolutionnaire, la solution adoptée est donc l'opportunisme : intégrer les justes revendications des masses dans le programme de restructura-

tion pour les étouffer.

Il est important de souligner que la question "écologique" revient très souvent, alors qu'au contraire la question du pouvoir pour le prolétariat est absente. Ce n'est pas seulement une mode, mais une volonté de se servir de "l'écologie" (qui est, en substance, la crise du capitalisme qui entraîne des profonds dérèglements de la biosphère), pour continuer à faire fonctionner la machine à profits capitaliste. « L'écologie » est une façon pour les capitalistes de continuer à développer et restructurer (adapter aux nouvelles conditions) les forces productives, pour faire fructifier le capital par le biais de la construction massive d'éoliennes, de panneaux solaires, par la restauration énergétique des bâtiments mais aussi la relance du programme nucléaire civil de façon massive. Tout cela nécessite une forte intervention de l'État comme organisateur du chaos capitaliste. JLM propose d'ailleurs de créer des "grands chantiers écologiques, créateurs d'emplois", tel ce bon vieux "New deal"<sup>[1]</sup>, pour relancer l'accumulation capitaliste en panne, avec comme impulsion principale la puissance étatique.

L'Avenir en commun, c'est "l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature". Harmonie est issue du grec "harmonia", qui signifie "assemblage", "juste proportion", ou encore "unité". Nous ne dirons pas que nous sommes opposés à l'unité, mais il faut en définir le contenu, pour voir entre qui elle est faite. Pour JLM, le sujet, c'est le "peuple" et il n'est en aucun cas défini. Il devient donc un terme fourre-tout et inter-classiste, portant le vieux rêve bourgeois d'une harmonie du peuple au-delà des classes, d'une unité entre tous.

Pour la bourgeoisie nous avons tous les mêmes intérêts : il n'y aurait pas d'antagonisme irréconciliable entre la bourgeoisie (les patrons) et les prolétaires (les travailleurs). Certes, JLM nous dit que l'harmonie serait aujourd'hui brisée par le fait d'une "caste", de "privilegiés" qui ne vise qu'à "une super concentration de la richesse produite par le travail". La solution donnée par Mélenchon à ce problème réel n'est pas la lutte du prolétariat pour le pouvoir, mais la convocation d'une Assemblée Constituante qui abolira la "monarchie présidentielle" afin de "donner au peuple d'amples pouvoirs d'initiative des lois et de révocation des élus". A aucun moment il n'est question de l'économie, base du système, et de l'expropriation de la richesse collective par les capitalistes. En aucun moment n'est abordé la question de l'expropriation de ces expropriateurs, seule véritable question de notre époque.

Nous ne sommes même pas au niveau de la social-démocratie historique qui, elle, proposait d'arriver au socialisme, c'est-à-dire à la collectivisation des moyens de productions et du commerce, par le biais des élections. Avec ce programme nous restons simplement dans le fantasme d'un changement par le haut sans douleur, sans violence révolutionnaire. L'opportunité réside exactement dans ce rêve mensonger de changer la base de l'édifice via la superstructure, par

le haut, en douceur. Depuis 1848, date du suffrage universel pour les hommes, aucun gouvernement rupturiste n'est arrivé au pouvoir par les urnes. Au contraire, les élections, après de grands moments de convulsion, ont toujours sanctifié le retour à l'ordre ancien (1848, 1871, 1945, 1968).

Face au chômage de masse, résultat des contradictions du capitalisme, qui ne peut fournir à tout le monde du travail, JLM ne propose pas une expropriation des moyens de production mais une "planification" par le biais de l'État, pour orienter l'économie, sous-entendue capitaliste. Cela n'a rien d'un programme de "gauche". La droite comme la gauche du parti unique de la bourgeoisie se sont toujours servis de la puissance étatique afin de restructurer et de réorganiser le capitalisme national. De Gaulle et Mitterrand ont déjà fait cela avant JLM. Les États-Unis ou la Chine, qui investissent massivement dans l'économie pour la restructurer et la moderniser, sont à milles lieux du règne de l'égalité.

Il n'est donc jamais question de supprimer les classes sociales, mais d'en finir avec la division et la fragmentation de la société par un impôt plus "juste". En somme, il faudrait une société « un peu plus juste », pour que les masses ne choisissent pas le chemin de la Révolution.

Le programme de Mélenchon désire "humaniser la société" pour que les individus soient "uniques maîtres d'eux-mêmes". Le but affiché est de rendre humain le système capitaliste, c'est-à-dire acceptable, et pour cela il faut que "l'individu" se sente libre, qu'il "ait la maîtrise souveraine de sa propre personne jusque dans le droit de mourir dans la dignité, l'égalité en droits, le libre choix des engagements fondamentaux de son existence et la lutte implacable contre toutes les discriminations racistes, sexistes ou homophobes". C'est pour JLM et "l'Avenir en commun" la seule façon d'émanciper l'Humain ! Nous sommes, là, dans une marotte totalement libérale, bien loin de tout projet socialiste par essence collectiviste. L'individu, entendu comme individualisme, pilier de la nouvelle société, est exactement ce que propose la bourgeoisie libérale. Nous, au contraire, nous pensons que l'individu ne peut se penser en dehors du collectif, car l'Homme est un animal social qui règle ses besoins de manière collective, et toute autre vision se borne à un idéalisme coupé de la réalité.

Bien entendu, pour chapeauter le tout il faut le projet collectif, qui est la partie la plus idéologique du programme, et la plus anti-populaire. Le pré-supposé de départ est que "la France est une nation importante dans le monde". D'un point de vue impérialiste bien sûr, car avec son puissant capitalisme, ses armées et sa bombe H, l'impérialisme français est une puissance, et ce caractère fait qu'elle est un ennemi des peuples et de l'émancipation dans le monde.

Cette volonté de puissance passerait par une "Fran-





ce indépendante” : JLM veut nous faire croire que la France, pays impérialiste aux 1 000 crimes, est en fait un pays dominé. C’est exactement cette posture idéologique réactionnaire qui est affirmée lorsqu’il est dit que “notre pays mérite mieux que d’être ainsi rabaisé quand nous humilient nos soi-disant alliés des États-Unis, de Turquie ou d’Australie”. Tout cela suinte le chauvinisme le plus réactionnaire, et Zemmour ou Le Pen disent la même chose. Nous avons clairement ici la vision d’une France en décadence qui doit retrouver sa place. C’est le discours impérialiste le plus répandu et c’est celui de la réaction la plus noire. C’est le levier idéologique de la grandeur perdue, qui pave la voie au fascisme pour mobiliser les masses non pas pour la Révolution mais pour la Nation.

Sa vision du renouveau de l’impérialisme français passe par une “France qui consacre sa puissance au service du bien commun mondial”. C’est-à-dire qu’il promet un impérialisme soft, ne pouvant pas conquérir des places uniquement par la force, au vu des limites matérielles de la puissance militaire française. Il veut une France qui fasse cavalier seul et ne soit plus “embarquée dans des conflits menés au profit des seuls États-Unis en déclin”. Si nous résumons : les États-Unis sont en déclin, ils sont égoïstes, alors nous devons faire cavalier seul mais de manière fine car on ne peut se permettre d’envahir tous les pays du globe com-

me les États-Unis.

Il est à noter que Jean-Luc Mélenchon s’est intéressé de près ces dernières années aux océans. Il a compris que la ZEE[2] française, seconde mondiale, était le dernier territoire à conquérir et développer pour le capitalisme national et que pour cela il fallait entre autres une Marine de guerre puissante. La mer est pour JLM l’endroit où le capitalisme français trouvera son salut : pour en être convaincu, il suffit de voir la myriade de conférences qu’il a donné à ce sujet. Il a aussi participé à une commission des affaires étrangères sur le thème “Mers et océans : quelle stratégie pour la France ?”[3]. Le rapport vaut le détour, tout est écrit noir sur blanc. Il maquille même la Marine de guerre en défenseuse de l’écologie ! L’art de travestir le loup en agneau atteint ici son apogée. Avant, l’armée construisait des écoles dans l’Algérie coloniale, maintenant elle est érigée en protectrice de la nature. Pourquoi pas.

JLM est un des artisans assidus d’une nouvelle stratégie au secours de l’impérialisme français, résolument tournée vers la mer, notamment le Pacifique où se dessine le prochain affrontement inter-impérialiste. Continentalement, la France ne peut peser face à l’Allemagne, qui va massivement se réarmer, mais les confettis de l’Empire colonial permettent une possible voie de salut. Nous comprenons donc que son rapport à la Russie soit

aussi guidé par cela. L’Allemagne se tourne vers l’Est, son continuum impérial historique, et elle va, tôt ou tard, se confronter à la Russie : alors, la France doit bien s’entendre avec Moscou pour contrebalancer le retour du “Reich”. C’est une des voies que l’impérialisme français a comme porte de sortie. L’océan, chez JLM, n’est pas une lubie, mais a une base matérielle concrète, celle de la défense et du renforcement de l’impérialisme français.

En tant que marxistes, nous savons que “la force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches”[4], c’est-à-dire que pour parler de changement sérieux il faut de manière centrale aborder la base économique. Il est impossible de transformer le monde et le pays sans parler de cette “force du capital”, car tant qu’elle existe il ne peut rien se passer de sérieux. Dans le programme de “l’Avenir en commun” cette question n’est abordée à aucun moment, nous pouvons donc déjà dire qu’il n’y aucune volonté de bouleverser le monde tel qu’il est.

Au lieu de porter l’expropriation des monopoles et des grandes banques et le contrôle du commerce par l’État, ce qui serait le minimum pour un programme de rupture, “l’Avenir en commun” parle de “balayer l’oligarchie, abolir les privilèges de la caste”. Les intérêts privés se seraient emparés de “nos institutions” comme si l’État actuel n’était pas l’État du capital. Selon le programme, “une caste de privilégiés, vouée aux plus riches, gangrène l’État”, c’est la vision fautive de l’État neutre dans son essence.

C’est abandonner toute analyse de classe, et donc toute compréhension du monde réel, car l’État est un instrument politico-militaire au service de la classe qui dirige la société. La société étant dirigée par la bourgeoisie, c’est elle qui a la mainmise sur l’État, et cela depuis toujours, peu importent les gouvernements. C’est pour cela que Karl Marx a tiré comme enseignement central de la Commune de Paris la nécessité de démanteler pierre par

pière la machine étatique bourgeoise et de la remplacer par un État d'un type nouveau. Sans cela, aucune politique révolutionnaire n'est possible : l'État est bien plus qu'un gouvernement, c'est une immense machine constituée d'une quantité astronomique de rouages humains et organisationnels qui assurent la bonne marche de l'expropriation capitaliste. L'exigence absolue du Prince (le gouvernement), pour reprendre Machiavel, est de maintenir l'État par tous les moyens. L'État est utilisé comme instrument qui organise le cadre dans lequel les capitalistes continuent de faire leurs affaires dans les meilleures conditions possibles, et donc en premier lieu canalise, jugule, organise la lutte des classes.

Les opportunistes sont les premiers à se rendre compte du danger que crée le chaos capitaliste pour l'ordre social. Mélenchon le sait, et propose donc de "séparer l'État de la finance" (sic !) en mettant en place un plan qui ne propose que des mesurètes d'ordre législatif pour donner le change (p. 25). Nous voyons que le but est de séparer l'État de sa base économique... A quoi servirait l'État du capital (l'État bourgeois) s'il ne sert plus les intérêts du capital ? Comment peut-il séparer la "finance de l'État" sans s'attaquer à la bourse, aux Banques, au système financier ? Mystère.

Comprenons que le cœur du programme économique se retrouve dans le paragraphe sur le "partage des richesses". Cette partie du programme est éloquent, car nous avons sa vision de l'État pour tenter d'atténuer, de gérer les contradictions du capitalisme. JLM défend un capitalisme national qui doit être protégé et soutenu par la puissance étatique.

Il veut préserver les monopoles français, avec différentes mesures, de la concurrence féroce que se livrent les impérialismes au niveau mondial. Pour cela il propose "le droit de réquisition des usines et entreprises d'intérêt général par l'État" sans aucune précision sur ce que sont ces entreprises. Il veut condamner les abus des privatisations qui ont démantelé une partie des "fleurons" (des monopoles) français et "poursuivre les atteintes au patrimoine industriel français".

Bien entendu, il propose cette vieille mesure que la gauche radote depuis des décennies qu'est l'interdiction des licenciements boursiers...

Des mesures qui vont donc dans le sens d'un sauvetage de l'impérialisme français, sous supervision de l'État, malmené par ses propres contradictions et cela même par les nationalisations, afin de sauvegarder l'appareil productif. Nationalisations qui en système capitaliste servent d'une façon ou d'une autre les monopoles. Par exemple, l'État ne se séparera pas de la gestion des centrales nucléaires car elles ne sont pas rentables à entretenir pour le privé. Par contre, les constructeurs (cimentiers, métallurgistes, etc.), la myriade de sous-traitants, le transport de l'énergie et tout "l'écosystème" autour de la centrale est quasi-

ment entièrement privé. Les nationalisations servent aussi à restructurer le capitalisme, en participant à la concentration d'entreprises afin de créer des monopoles puissants à même d'être concurrentiels sur le marché mondial. Les nationalisations méditerranéennes rentrent dans ce schéma où l'État rachète au prix fort des entreprises moyennes, les concentre, afin de créer des puissants monopoles qui furent après privatisés. Le capitaliste gagne deux fois et cela évite le chaos de la concentration par le marché.

Le capitalisme est un serpent qui se mord la queue et qui va se dévorer, et JLM veut tenter de stopper l'inexorable. Il veut, bien évidemment, "mettre au pas la finance", car elle a « mis à terre l'économie réelle en 2008 ». Comme si les banques relevaient de l'économie irréaliste, et que le système financier n'était pas le cœur dudit système ! Pour cela, il propose principalement de contrôler "les mouvements de capitaux", "les finances toxiques" et de "séparer les banques d'affaires et de détail". L'oligarchie financière doit trembler devant tant de mesures vexatoires. Il n'est à aucun moment question d'expropriation de ces monstres tentaculaires que sont les banques qui étouffent le prolétariat et les forces productives.

A la place, il propose un "audit du coût économique, social et écologique des banques sur la société", on peut légitimement se demander si tout cela est bien sérieux. Si JLM avait pris le temps de travailler dans sa vie dans la fameuse "économie réelle", il connaîtrait le coût exorbitant des banques.

Son rêve est d'avoir une "gentille finance" au service du bien-être de tous, une finance qui peut continuer à boursicoter mais, quand même, de manière "propre". Nous ne voyons donc pas quel intérêt aurait ladite "finance" d'accepter d'une quelconque manière de telles mesures, sachant qu'elle gardera tout son pouvoir sous le gouvernement de JLM. De la même manière, il voudrait régler le problème de la "dette publique" qui est "instrumentalisée" et "l'annuler", ou du moins une partie et tout cela sans toucher à la base économique, en restant dans le système capitaliste ! Comme les privés détiennent la dette publique, en fait constituée d'actifs financiers[5], il propose donc d'exproprier ces actifs pour diminuer la dette. Annuler une partie de la dette publique sans qu'il y ait toute une politique révolutionnaire d'expropriation généralisée pour contrôler l'économie revient à risquer l'effondrement de la monnaie et une crise économique gigantesque. JLM nous fait penser que l'économie est magique mais rien n'est simple, rien ne se règle dans le cadre de l'État bourgeois et de ses lois : c'est dans la lutte des classes dirigée par le prolétariat qu'est la seule solution.

Il est vrai que si un gouvernement était élu sur la base d'un quelconque programme qui va contre les forces du capital, il se trouverait de suite (et même avant son élection) exposé aux foudres de la finance. Nous vous partageons un extrait d'un texte écrit

par Frédéric Lordon, qui explique le schéma post-électoral d'un gouvernement de type mélenchoniste (c'est-à-dire vaguement réformiste), qui plongerait le pays dans une catastrophe économique du niveau d'une guerre :

“En réalité la guerre serait déclarée avant même l'arrivée effective dans les lieux par la finance. Tu te souviens peut-être qu'en avril 2017, lorsque le carré de tête au premier tour de la présidentielle s'est resserré, et que l'hypothèse Mélenchon au second tour, donc probable vainqueur contre Le Pen, a commencé à prendre consistance, on a vu les spreads des taux de la dette publique français s'ouvrir. Je ne veux pas verser dans une discussion macro-économique financière plus que de raison, mais il faut comprendre que le taux d'intérêt souverain, comme son nom ne l'indique pas, est entièrement dans la main du marché obligataire, donc des investisseurs financiers internationaux. Or il est une variable névralgique : c'est par là que bon nombre de pays européens à partir de 2009 ont été mis à genoux et réduits à des formes d'austérités dont certaines, je pense au cas de la Grèce, pourraient être qualifiées de criminelles. En deux mots: la moindre crainte des marchés de

capitaux, crainte formée d'après leur représentation de ce en quoi consiste une “bonne politique économique” (elle est “bonne” quand elle est au plus près des intérêts de la finance) la moindre crainte, donc, de voir un État s'éloigner de cette norme suscite des mouvements qui peuvent être massifs d'abandon des titres de la dette publique, d'où résultent en séquence: le relèvement des taux d'intérêt, la hausse du service de la dette, le choix subséquent soit de se tenir à l'objectif de déficit ante mais au prix de réduire les autres dépenses publiques (austérité), soit de consentir à un creusement du déficit, puis de la dette elle-même, mais alors avec la certitude d'une nouvelle réaction adverse des marchés obligataires, et c'est reparti pour un tour de hausse supplémentaire des taux... jusqu'à ce que l'État attaqué finisse par mettre les pousses. Je n'en dis pas davantage, mais ce qu'il faut comprendre c'est que les marchés de capitaux sont le lieu depuis lequel le capital financier peut mettre échec et mat, ni plus ni moins, toutes politiques économiques qui lui disconviennent”.

C'est pour cela et seulement pour cela qu'il ne peut y avoir une quelconque politique émancipatrice qui ne soit pas d'ordre révolutionnaire,

et donc guidée par le prolétariat. La puissance de la bourgeoisie réside là, dans sa possession des forces productives ; elle pourrait faire comme au Chili en 1973 : fermer les usines, faire exploser le chômage, etc. Le changement par les élections est un mirage que nous, peuple assoiffé de changement, devons comprendre tel quel.

Pour conclure, nous pouvons donc voir que derrière le masque du progrès se cache un programme qui n'est en aucun cas émancipateur. L'enjeu est énorme et passe par “aller au fond des choses”, voir à travers le camouflage sophiste du beau verbe, pour laisser apparaître le cœur du sujet. Le programme de “l'Avenir en commun” n'est pas celui de l'avenir, mais du passé. Il tente de conjurer les contradictions du capitalisme et de régénérer l'impérialisme français pour que tout continue comme avant mais de manière vivable pour les masses. Le “commun” du programme n'est qu'un commun avec la vieille bourgeoisie monopoliste qui domine et écrase le pays de tout son pouvoir. La crise, loin de réduire ce poids, l'asseoit de plus en plus. JLM le voit bien et propose donc que l'État, par différents moyens, encadre et contrôle le chaos capitaliste pour l'orienter et relancer l'impérialisme



français en crise et menacé de tous côtés.

L'État "stratège", soutenant les monopoles français à bout de bras, devenant un acteur central de l'économie, dessinant les orientations stratégiques soutenu activement par l'armée, est un marqueur de la réactionnarisation profonde. Macron pense et fait de même, à la différence que sa vision est plus agressive, les monopoles ne voulant pas partager les richesses. JLM, lui, voudrait qu'ils soient plus coopératifs. Nous ne voyons pas pourquoi les monopoles et l'oligarchie financière accepteraient en cette période de crise une quelconque atténuation de leur puissance et donc de leurs profits. Ils ne le peuvent tout simplement pas, ça serait antagoniste avec le capital lui-même.

La restructuration (c'est à dire la réorganisation économique), vue comme nécessité pour l'impérialisme pour continuer à être compétitif, est aussi l'un des buts de JLM, notamment via la voie "écologique". C'est le capitalisme vert au service non pas des masses mais des monopoles, et qui à la fin continuera à détruire la planète.

JLM, comme penseur d'une voie autonome pour l'impérialisme français en lutte contre l'Allemagne et passant par les océans pour réimpulser le capitalisme français, participe à l'affrontement inter-impérialiste et à la réactionnarisation.

Pour au moins ces deux raisons, nous pensons que Jean-Luc Mélenchon est un opportuniste et un danger pour le prolétariat et les masses populaires, car il participe à la réactionnarisation et pave la voie au fascisme. Il faut comprendre que l'impérialisme trouve toujours une sortie à la crise : quand toutes les contradictions deviennent trop violentes (quand le serpent s'est presque totalement mangé), il n'y a plus que la voie de la guerre comme solution.

JLM nous fait penser qu'il y a des solutions faciles et surtout pacifistes pour conjurer "les forces du capital", que nous pourrions cohabiter, nous "humains", avec "la Bourse", et c'est bien entendu un conte pour enfant. Nous devons lutter contre ces visions simplistes d'un monstre qu'on pourrait contrôler à coup de lois en changeant seulement de République.

Le plus grave, c'est que Mélenchon est un penseur de l'impérialisme français, lui cherchant une voie autonome, comme nous l'avons expliqué. Ce seul fait devrait ouvrir les yeux à tout le monde, et prouver qu'il n'y a aucun espoir à avoir en un homme et un programme

qui véhiculent une mouture 2.0 du système qui nous exploite. De plus, dans le cadre de la crise qui aiguise les tensions entre les puissances impérialistes, vouloir "conquérir notre océan", principalement localisé en Asie, nous confronte automatiquement aux autres puissances. Qui dit mise en valeur de notre ZEE, dit contrôle par la Marine de guerre, ce qui signifie participation à la tendance à la guerre impérialiste.

Nous ne portons bien sûr pas ces arguments dans le vide. Depuis le début de la course à la présidentielle, Nouvelle Époque porte le boycott actif des élections et ne ménage personne. Nous savons que ce n'est que la lutte des classes consciente qui fera comprendre à de larges masses de ce que nous portons dans ce type de texte.

Nous voulons aussi être très clairs sur le fait que JLM est une chose, que les militants LFI en sont une autre, et que ses électeurs en sont encore une autre. Dans cette période de grands changements, tout paraît sombre, et pour beaucoup JLM semble un espoir. Nous en appelons à tous ces gens sincères pour aller au fond des choses et comprendre que nous ne parlons pas "d'élections" mais d'une Époque, de tendances historiques qu'il faut saisir. Nous n'avons rien personnellement contre JLM, mais nous luttons contre ceux qui utilisent les espoirs de millions de personnes pour servir des intérêts profondément anti-peuple. ■

**[1]nom donné par le président des États-Unis Franklin Delano Roosevelt à la politique mise en place pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux États-Unis entre 1934 et 1938**

**[2]La Zone Économique Exclusive (ZEE) est une bande de mer ou d'océan située entre les eaux territoriales et les eaux internationales, sur laquelle un État riverain (parfois plusieurs États dans le cas d'accords de gestion partagée) dispose de l'exclusivité d'exploitation des ressources**

**[3][https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b2042\\_rapport-information](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b2042_rapport-information)**

**[4]<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/07/19190711.htm>**

**[5]Un actif financier est un titre ou un contrat, généralement négociable sur un marché financier**

# Lassalle et Poutou : en avant pour le Boycott !

**Nous pourrions croire à une blague. Pourtant, plusieurs prises de position des deux candidats à l'élection présidentielle Philippe Poutou et Jean Lassalle expriment clairement le désarroi de l'époque et la justesse de nos positions, en rupture avec le vieux système d'oppression. Les "petits" candidats se rendent compte comme personne de la mascarade d'une élection présidentielle, qui n'est qu'un plébiscite pour légitimer tout le système en place et bien en place.**

Philippe Poutou, candidat du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) a exprimé il y a quelques jours sur la chaîne télévisuelle LCI que « la Révolution n'était pas dans les urnes mais dans la rue ». Cela signifie que le changement ne peut passer que par la lutte des classes et non pas par un dispositif électoral qui ne sert qu'à légitimer, ad vidam eternam, le système en place. Mangés par leur opportunisme historique, les trotskystes ratent systématiquement les époques : la seule politique juste aurait été de boycotter activement ces élections, qui sont pour beaucoup "les élections de trop". En effet, aujourd'hui, la mascarade électorale n'arrive plus à masquer la grossièreté du dispositif du maintien de l'ordre capitaliste, et le côté plébiscitaire de l'élection présidentielle renforce une tendance à la dépolitisation. Malgré la justesse de leur analyse sur le fait que la Révolution ne se trouve pas dans les urnes, ces soi-disant révolutionnaires s'y présentent tout de même ! Ils tentent à chaque fois d'être « connus » des masses qui le reste de l'année les ignorent totalement, et permettent ainsi d'accentuer la confusion au sein de notre classe, et de dévoyer par la même occasion la portée et l'importance du mot communiste ou révolutionnaire.



**Source :**  
<https://www.youtube.com/watch?v=pBgpskFgWWk>

Jean Lassalle, le tonitruant et fantasque député d'origine paysanne, est parti en guerre contre le système, et ce n'est pas la première fois. Cela pourrait prêter à sourire, lui qui est un politicien professionnel (et caricatural), mais qui a encore un lien avec le monde réel et donc une certaine sincérité. Sa colère exprime tout de même un changement de période, où même les serveurs de l'ordre commencent à douter de la tournure des événements. Il se rend bien compte que le pays va mal, que la colère gronde. Il connaît très bien l'autre côté du décor, celui des parlements et des politiciens, de l'argent qui corrompt et soumet même les plus sincères ; sa dénonciation n'en est donc que plus authentique.

Il dénonce la domination de l'argent sur les médias, ce que tout le monde sait. De la même façon que Poutou, il exprime le fait que cette présidentielle révèle pleinement l'aspect anti-démocratique des élections, et ce encore plus que les années précédentes.

Nous avons là un marqueur de toute une époque qui part à la dérive, et où se mêlent réactionnarisation, délégitimation du pouvoir, affaiblissement de la confiance dans l'Etat et de ses capacités à gérer le pays. En réponse, nous assistons à une crispation du pouvoir qui s'arqueboute et insiste sur l'importance des élections pour légitimer son aspect "démocratique", au milieu de la plus violente crise qu'ait vécu le capitalisme, et qui le conduira inévitablement à sa perte.

Poutou et Lassalle donnent une légitimité supplémentaire au boycott actif des élections car, pour l'un, l'argent corrompt l'information nécessaire à un débat démocratique, les médias étant dans les mains du capital et, pour l'autre, aucun changement ne peut venir des urnes, sous-entendu que cela ne sert à rien de voter.

Le vote est biaisé, il ne sert à rien, la seule option est donc d'utiliser notre voix pour boycotter activement cette mascarade honteuse et construire ainsi le seul réel camp d'opposition. ■

# On s'en mêle : lettre au Réseau national d'acteurs des quartiers populaires

Nous avons lu avec intérêt votre appel "Présidentielle 2022 : on s'en mêle" et nous nous devons de le critiquer de manière franche et ouverte, le moment politique l'impose plus que jamais. Pris dans le précipice de la réactionnarisation, dont les supports idéologiques sont, entre autres, l'immigré, l'immigration, l'Arabe, l'Africain, l'Islam – tous ces "concepts" se confondant dans le discours réactionnaire –, nous pouvons comprendre votre réaction. Bien que nous la comprenions, nous ne pouvons nous y soumettre. Nous la pensons erronée : c'est assurément une voie sans issue pour les quartiers et pour le prolétariat en général, car il s'agit bien de cela. Le vote "pour qu'on s'occupe de nous" est épuisé depuis quelques décennies ; depuis, au moins, le mandat Mitterrand. Le prolétariat, pour faire entendre sa voix en tant que classe antagonique à la bourgeoisie – mais surtout pour trouver la voie de l'émancipation –, n'a comme instrument que la lutte des classes.

Le pays et le monde sont entrés dans une crise sans précédents qui ne va faire qu'empirer : la pauvreté touche des millions de français (entre 14 % et 18 % de la population). Quant à ceux qui travaillent, ils sont écrasés de plus en plus par la puissance du capital en crise. Cette crise gigantesque, crise de la civilisation capitaliste, marque les limites historiques de ce système. Nous vivons des moments clés de la grande histoire de l'Humanité. Mais il y a une réalité à laquelle nous ne pouvons nous soustraire : plus le capital est en crise, plus il assoit son pouvoir sur le prolétariat et la société. Son pouvoir économique, bien sûr, mais aussi social, politique et culturel. Ce que nous voulons dire, c'est que la réactionnarisation et le déchainement qui existe contre les arabo-musulmans



principalement, sont le résultat de cette violente crise économique. Et ne nous y trompons pas, l'agitation sur fond de racisme vise le prolétariat dans son intégralité, qui est le seul sujet à même de contrecarrer et de renverser la bourgeoisie dans l'Histoire. Nous disons bien le seul, car l'antagonisme principal se trouve entre le travail et le capital. La totalité de la richesse créée est le fait du prolétariat comme producteur de celle-ci. La lutte se fait donc entre les expropriateurs de la richesse collective et les producteurs de celle-ci, qui tentent chaque jour par différents moyens d'en arracher une plus grande part. C'est cela la lutte des classes.

Les propagandistes d'extrême-droite ou le gouvernement actuel ne sont que les marionnettes du capital, de la grande bourgeoisie, c'est-à-dire des expropriateurs de la richesse collective. Elle possède d'immenses moyens pour conjurer son sort : principalement les forces productives, mais aussi l'appareil d'Etat, les médias, et tout un tas de dispositifs qui forment le véritable pouvoir, la véritable puissance. Les élections sont un dispositif politique qui participe à ce régime d'expropriation de la richesse collective. Elles ne sont non seulement pas

une solution, mais surtout une partie du problème, rien n'étant neutre. Depuis 1848, les élections ont servi à légitimer la domination de classe, et à chaque grande crise qu'a connu le pays, elles ont servi à réasoir cette légitimité. Les élections de 1848 ont légitimé la répression militaire contre le prolétariat, comme en 1871. En 1945, elles ont redonné une nouvelle légitimité à la bourgeoisie, grande collaboratrice avec l'occupant. En 1969, elles assomment le mai ouvrier. Comment, aujourd'hui, la situation pourrait-elle avoir changé, alors que le rapport de force est largement en notre défaveur ?

Il est donc évident que si nous ne détruisons pas la "force du capital", aucune politique émancipatrice n'est possible et les masses continueront à payer le frais de nos tergiversations. "L'Avenir en commun" ne touche en aucune façon à la puissance du capital organisé : à aucun moment du programme on ne trouve une quelconque volonté de détruire les monopoles, de saisir les banques, de placer sous séquestres les capitaux, de nationaliser le commerce... ce sont pourtant les premières mesures nécessaires à un début de transformation véritable de notre société. Au mieux, nous trouvons dans le programme un

vain contrôle de la “finance”. Nous serions tout aussi inconséquents si nous ne vous avertissions du fait que le programme contient tout un pan chauvin et impérialiste de “grandeur de la France”. Nous pensons que le prolétariat a assez souffert de cette fausse “grandeur”. Les visées impériales sont à peine masquées par un verbiage humaniste. Jean-Luc Mélenchon est un des théoriciens d’une voie de sauvetage et de restructuration de l’impérialisme français.

Plus que tout, nous pensons que le prolétariat est une classe unique dans le monde, et que le prolétariat de France est lui aussi une classe unique. Les politiques impérialistes principalement (colonisation, guerres de rapine) et d’autres facteurs, ont fait que le prolétariat dans notre pays est multiethnique, “bariole”, aux mille origines. Nous ne regardons donc pas la couleur ni la religion, mais la classe ; et dans celle-ci, ceux et celles qui luttent pour en finir avec le vieux monde. Les masses des quartiers prolétaires, principalement arabo-musulmanes, ont montré leur immense combativité lors des Révoltes de 2005. Les Gilets jaunes ont mis en exergue l’autre partie constituante de la classe, le prolétariat blanc (lui aussi d’origine diverse, d’ailleurs), qui a montré ses capacités de lutte et de résistance.

Comme masses les plus exploitées avec les mères de familles, la jeunesse des quartiers fait objectivement partie du fer de lance de la Révolution, ouvrant dans la lutte la voie pour le prolétariat de France. Ces jeunes abandonnés par la “République” sont les accoucheurs de la nouvelle France. C’est seulement dans une Grande Révolution, par la conquête du pouvoir, qu’une nouvelle société naîtra, et que tout le mon-

de se sentira bien dans le pays. Il n’est pas ici question de faire “alliance” entre les différentes composantes du prolétariat, il est question de l’unifier, de le faire devenir classe pour-soi, avec comme but la conquête du pouvoir. Il n’y a pas de voie pour un prolétariat atomisé, luttant contre le capital uni.

Si nous retirons le contenu de classe de la “République”, alors nous pensons que ce n’est qu’une question de “bon gouvernement”, et nous tombons dans l’espoir de “faire entendre notre voix” par les urnes. Les élections servent exactement à capter et à dévier la lutte d’émancipation, et rien d’autre. En fin de compte, tout le travail que vous menez dans les quartiers au quotidien se retrouvera dilué dans “l’intérêt de l’Etat”. Les opportunistes cherchent à corrompre les vraies aspirations à l’émancipation, et surtout à les détourner du chemin qui ne se trouve pas dans le cadre clairement défini des relations avec le capital, c’est à dire le chemin révolutionnaire.

La France actuelle n’est pas faite pour nous, pour le prolétariat, elle n’est pas faite pour les jeunes prolétaires, qu’ils soient blancs, arabes ou noirs. Les gouvernements et le Parlement ne sont que des marionnettes du capital, comme nous le disait Lénine il y a déjà cent ans.

Tout cela, nous vous le redisons quand nous nous croiserons dans la lutte dans nos quartiers.

Alors mêlez-vous de ce qui nous regarde, de la Révolution. ■



# L'esbroufe de la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (NUPES)

**Le bal des faux-culs est de retour en grande pompe, toute la vieille gauche en putréfaction nous rejoue l'union sacrée pour "sauver le peuple". La "NUPES" n'a rien de nouvelle, ni de populaire, elle est l'agrégation informe de tout ce que le prolétariat peut et doit hair.**

**Opportunisme,  
opportunisme,  
opportunisme**

A ce jeu là, les révisionnistes du P" C" F sont les plus pathétiques. Eux qui ont trahi 100 fois la classe ouvrière et le prolétariat s'allient avec un ex socialo-trotskyte, biberonné au sein du système, dans le but de raffler quelques sièges et bien sûr l'argent qui va avec. Cette engeance de la pire espèce, qui trafique avec le nom du Parti

du prolétariat, ne crée chez les révolutionnaires et au sein des masses que dégoût et colère. Roussel est un réactionnaire qui se sert du nom couvert de gloire du Parti pour mener une politique anti-peuple et réactionnaire. Figure pathétique d'un appendice de l'Etat en perdition, il se raccroche à une histoire qu'il ne mérite pas et enchaîne les alliances électorales pour tenter d'exister ; ce n'est qu'une question de temps avant que la juste colère des masses ne le balaie comme le rat qu'il est !

Que dire du mort-vivant Parti "socialiste" (PS), tant honni des masses pour son opportunisme cynique légendaire et pour ses trahisons anciennes et récentes, comme en 2016 avec la Loi Travail. Aujourd'hui, son ancien militant Mélenchon le fait revivre d'entre les morts.

Les écolos d'Europe Ecologie les Verts (EELV) non plus n'en espèrent pas autant après la débacle de la présidentielle. Ce "parti",

représentant les centre-villes métropolitains, pro-OTAN et va-t-en-guerre serait donc "de gauche" ; si tel est le cas, il est assurément de cette "gauche" qui s'assoit sur tous les principes du mouvement ouvrier et ne profite aucunement au prolétariat.

La NUPES se sert de l'image glorieuse que véhicule le Front Populaire (1936) dans les Masses, bien que ces deux situations n'aient absolument rien en commun. En effet, le Front Populaire était tout d'abord la tactique employée par le Parti Communiste, alors révolutionnaire, pour gagner les masses les plus larges et repousser le danger fasciste. Tout cela se fit sous la direction de l'Internationale Communiste, qui, à travers son grand théoricien et dirigeant Georgi Dimitrov, fournit lors de son VIIe et glorieux congrès (1935) le plan de combat du prolétariat mondial face à la menace du fascisme et de la guerre impérialiste contre le socialisme. Le Front Populaire ne représentait pas seu-





lement l'alliance des différents partis de gauche, mais aussi et surtout l'alliance à la base, entraînant de plus avec lui les larges masses du pays. Ce n'est bien entendu aucunement le cas aujourd'hui. Comme nous le disait très justement le grand Karl Marx : « *L'Histoire se répète au moins deux fois. La première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce* ». Si la fin du Front Populaire représente la tragédie, la NUPES est assurément la farce grotesque et pathétique.

Bien que n'étant pas présents dans la NUPES malgré leurs tractations, les trotskystes ne sont pas en reste dans ce bal des opportunistes. Assumant ouvertement et avec fierté d'être éternellement à la remorque de l'Histoire et du prolétariat, ces soi-disant "communistes révolutionnaires" ont une fois de plus tenté de s'assurer quelques places au chaud, au sein même du système qu'ils prétendent combattre avec férocité. Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), n'ayant pas eu droit à son grand débat présidentiel, n'a pu assurer son rôle de clown de service, servant à faire rire les petits-bourgeois militants, et à faire passer le prolétariat pour ce qu'il n'est pas. Dans un dernier coup d'opportunisme le NPA a tenté de rejoindre la NUPES, en vain. La clique Melenchoniste n'offre rien gratuitement et le NPA n'a strictement rien à proposer.

Lutte Ouvrière (LO), qui, comme tout les 5 ans, prétend combattre le capitalisme en acceptant ses règles du jeu. Après avoir une nouvelle fois connu la débacle aux présidentielles, ce parti continue de tenter de faire miroiter aux masses que leur salut est dans le vote en présentant des candidats aux législatives. Et pourant ce 1er mai Nathalie Arthaud affirmait :

*"Nous sommes à un moment où les partis de gauche sont en train de faire renaître des illusions électorales, illusion que finalement on pourrait se protéger en envoyant un maximum de députés à l'Assemblée Nationale. Mais quand est-ce que les députés ont protégé les travailleurs ?... Alors voilà, l'opposition qu'il faut reconstruire, c'est une opposition ouvrière, une opposition qui s'organise dans les entreprises et dans les quartiers populaires."*

Lutte Opportuniste manie l'art de la contradiction antagonique, cela montre la mort cérébrale de ce parti de la petite-bourgeoisie qui ne veut surtout aucun changement radical.

## **Le vrai visage des vendeurs de rêves électoralistes**

Les crises ont cette faculté de révéler le vrai visage de chacun. Ces élections auront montré comme jamais que les "décoloniaux" et autres "indigènes", soi-disant porte-paroles des quartiers et des "racisés", ne sont

qu'une partie de la vieille gauche opportuniste. Ils ne peuvent en aucun cas prétendre à représenter le prolétariat des quartiers populaires, car ils participent objectivement au système de domination qui écrase les masses. Ils réduisent la Grande Révolte de 2005 à une question raciale, tirant toute la puissance émancipatrice de ce glorieux événement. Au lieu de proclamer "les prolétaires ont raison de se révolter" ils proclament "les indigènes (sous-entendu les arabes et les noirs) ont raison de voter". Au lieu d'expliquer la nécessité du boycott actif des élections, ils participent à la soumission du prolétariat à la bourgeoisie. Que veulent-ils si ce n'est quelques places dans les assemblées, conseils et autres ? Tout cela, ils ne le font pas pour leur "frères", mais pour eux-mêmes.

Taha Bouhafs, proclamé "porte-parole" et "visage" des quartiers populaires, présent sur une liste France Insoumise (FI) pour les élections législatives de 2017, pour enfin être quasi investi en 2022 en tant que député par la NUPES en est le parfait exemple. Tout cela participe à maintenir la paix sociale, celle qui maintient leurs "frères et soeurs" dans l'exploitation la plus violente. Nous ne pouvons qu'affirmer que les seuls "frères et soeurs" sont les prolétaires, que notre classe est indivisible, qu'on ne peut la manipuler pour quelques trafics politiques. Encore une fois, toute l'idéologie autour du concept de race est profondément réactionnaire, elle émane principalement de la petite-bourgeoisie d'origine immigrée, qui veut plus que tout être intégrée au système. A vrai dire, tout ce qui est idéaliste est réactionnaire et ne peut que pourrir et s'effondrer. En ce sens, nous ne pouvons que comprendre leur rejet du Marxisme (ou sa révision), et donc réaffirmer que c'est bien la seule idéologie qui peut émanciper le prolétariat et donc toute l'humanité.

L'opportunisme de gauche est à vomir : il se sert de la crise du capitalisme, de la pauvreté, des peurs et des angoisses des masses pour gagner quelques sièges et une parcelle de pouvoir bourgeois, dans une assemblée qui sent le chlorophorme, la gabégie et la décadence à plein nez.

Nous ne pouvons que leur crier que notre "misère" dont ils s'abreuvent pour leurs magouilles et leur soif de pouvoir – et dont ils n'ont en réalité que faire – n'est pas une opprobre. Nous devons retenir ce grand enseignement des révolutionnaires du Pérou, qui ont affirmé et démontré que ce sont les masses les plus exploitées, les plus dans la misère, qui vont détruire le vieux monde et construire le nouveau. C'est en ce sens que nous devons "célébrer" comme condition supérieure dans une société imperialiste, la seule condition émancipatrice, la seule à même de transformer le monde. ■

# Au plus proche de la Campagne de Boycott des élections : Lyon

**Tribune. A Lyon, la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire est toujours plus mobilisée dans les quartiers prolétariens en temps d'élections présidentielles.**

La journée du 12 mars fut une journée chargée pour les activistes de la Ligue, qui ont pu compter sur le soutien des villes voisines, Grenoble et Saint-Etienne. Au programme, activité sur le marché du quartier pour appeler au boycott actif des élections présidentielles 2022, étude sur la question du mouvement féminin prolétarien, et diverses activités au sein de leur quartier de lutte durant tout l'après-midi !

Nous avons donc débuté avec une session tractage pour le boycott des élections présidentielles et législatives de 2022, au marché, pendant 2 h. Les activistes de la Ligue ont écoulé plus de 2000 tracts, répartis en plusieurs groupes sur l'ensemble du marché qui s'étale sur des centaines de mètres et est un des plus gros marchés de Lyon intra-muros. Ce fut l'occasion une

nouvelle fois de proposer aux habitants et habitantes du quartier la seule alternative viable à ces élections bourgeoises faussement démocratiques : le boycott actif de la mascarade électorale. Les habitants ont reçu le message de manière très positive, heureux de voir qu'il n'y avait pas que des opportunistes tentant de récupérer leurs voix à des fins électorales.

De nombreuses personnes ont reconnu les activistes de la Ligue suite à leur mobilisation de plusieurs mois aux cotés des habitants pour lutter contre la mafia de l'office des HLM, Grand Lyon Habitat ! Cette session tractage fut également complétée par des prises de paroles au mégaphone appelant les personnes présentes à se mobiliser à nos côtés et développer des comités de quartiers pour s'organiser collectivement et commencer à reprendre notre vie en main. Une grande banderole appelant au boycott fut également déployée au travers des fenêtres d'une barre d'immeuble donnant sur la place du marché.

Nous avons également eu l'immense opportunité (sic) d'apercevoir des membres du Parti (pseudo) Socialiste, tentant tant bien que mal de convaincre les habitants de voter pour la candidate Anne Hidalgo. L'opération ne fut pas un succès, à leur grand dépit. Nous avons pu observer des membres des Républicains qui ont tracté pour leur candidate Valérie Pécresse, pendant au moins dix bonnes minutes, avant de repartir. Enfin, pour compléter cette belle panoplie, nous avons eu le droit à une visite de membres de Lutte Ouvrière, et à une explication de leur stratégie (au combien pertinente), tentant d'appuyer leur inutile présence aux élections depuis 70 ans.

Après les avoir poliment mais fermement éconduits en leurs expliquant que leur stratégie, outre sa légitimation du système en place, ne servait à rien, et qu'ils ne représentaient personne à part eux-mêmes et un passé (et présent) sombre et défaitiste, nous leur avons également signifié que le vendeur de poulet en face du marché donnait des serviettes pour un poulet





acheté, et que nous n'aurions donc malheureusement aucune utilité à prendre leur « journal ».

Nous tenons à nous excuser auprès de toutes les personnes croisés ce jour ci. Si nous savions qu'une séance de répétition du bal des opportunistes allait être mise en place ce samedi-là, nous aurions revêtis nos plus belles tenues de gala (sic).

Suite à cette séance, et une fois la pause déjeuner effectuée, nous avons pu mener une étude sur la question de la femme prolétaire et la Révolution. Le texte étudié est disponible sur le site de Nouvelle Epoque (Femmes prolétaires, le chemin-de notre émancipation n'est pas dans les urnes mais dans la révolution). Cette étude d'une durée d'une heure, menée par deux activistes femmes de la Ligue, fut l'occasion de réaffirmer que seule la Révolution Prolétarienne émancipera les femmes. A l'approche des élections présidentielles, les activistes de la Ligue ont rappelé que toutes les avancées concrètes des femmes ont été gagnées par la lutte révolutionnaire, et que la bourgeoisie n'avait plus rien à offrir aux femmes prolétaires, et ce depuis des dizaines d'années. La seule voie pour l'émancipation des femmes passe de façon obligatoire par la Révolution prolétarienne, avec à sa tête les femmes prolétaires.

Suite à cela, un débat se tint afin que toutes les participantes et participants puissent s'exprimer et donner leurs opinions. A la fin de cette étude, une photo en commun fut prise dans le parc jouxtant les HLM du quartier, puis une banderole fut accrochée sur un grillage en face des barres d'immeubles du quartier, où l'on pouvait lire : « Femmes prolétaires, le chemin de

voire émancipation n'est pas les élections mais dans la Révolution »

Etape suivante du programme : le tractage ! Pendant une bonne heure, les activistes de la Ligue ont diffusé 800 tracts dans les boîtes aux lettres du quartier des Etats-Unis. Ces tracts comprenaient le texte de présentation du Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité du quartier des Etats-Unis, comité de quartier créé il y a plus d'un an par les habitants et habitantes, appuyés par les activistes de la LJR. Cette action, et nous insistons, a pour vocation d'être toujours en lien avec les masses du quartier et de leur rappeler qu'elles ont un moyen concret de s'organiser au sein de ce comité. Le comité s'est d'ailleurs penché sur plusieurs pistes de futures luttes à mener sur le quartier et ils vous consacreront rapidement une interview sur cette question.

Enfin, pour finir cette belle journée de mobilisation, la quinzaine d'activistes présents a passé un moment de camaraderie en faisant un foot au stade-city du quartier avec une trentaine de jeunes présents, ce qui a permis à tout le monde se défouler, tout en nouant des liens avec les habitants présents sur place. Ce fut l'occasion pour des correspondants de Nouvelle Epoque de rechausser les crampons et de rappeler aux activistes de la Ligue que, bien que maniant plus souvent la plume que le ballon, ils étaient à tout moment capables de leur donner une leçon de pratique !

**Pour en savoir plus sur la LJR et leur travail, vous pouvez vous rendre sur leurs réseaux ou sur leur site : <https://liguejr.wordpress.com/> ■**

# Au plus proche de la Campagne de Boycott des élections : Saint-Etienne

Un rédacteur de notre journal a récemment eu l'occasion de participer à diverses activités menées par le Comité de Boycott actif des élections présidentielles basé à Saint-Etienne. Récit.

Au pied d'un immeuble dans le quartier prolétaire de Bellevue-Solaure, nous rencontrons Laura, une jeune militante de 23 ans. Elle nous explique que les membres du Comité de Boycott se sont donnés rendez-vous dans quelques minutes pour aller tracter au marché du quartier, nous les suivons avec entrain.

L'action est plutôt simple, il s'agit de diffuser au maximum les mots d'ordre de la Campagne Boycott 2022 : les élections présidentielles sont une mascarade et ne servent qu'à légitimer l'ordre capitaliste existant. Les tracts s'écoulaient rapidement, et de nombreuses personnes, pensant au premier abord que c'est encore un candidat de plus qui vient quémander un vote, sont heureuses de voir le message apposé sur le papier. Nous demandons donc à Laura quel est la réaction des gens en général :

« Le tract est très apprécié. Il y a une partie des gens, souvent des gens âgés, qui le prennent et disent 'on le sait bien que ça change rien, mais il faut voter quand même'. Mais surtout, à côté de ça, il y a une majorité de personnes qui approuvent le message, ils voient ça comme un bol d'air frais au milieu de cette campagne pourrie. Dès qu'on parle du fait que ces élections sont totalement antidémocratiques et ne sont qu'un spectacle, tout le monde est d'accord. C'est sur cette base qu'on impulse le moyen d'action qu'est le boycott. »

Nous faisons d'ailleurs remarquer à notre interlocutrice que nous n'apercevons aucun candidat sur le marché, alors que la campagne a pourtant commencé officiellement depuis déjà 2 semaines :

« Ouais, ben ça c'est la réalité, la vraie vie. On vit dans ce quartier et on y milite depuis 4 ans, on est présents



au marché de manière régulière et ces gens-là, on les a vu que pour les élections, c'est-à-dire deux fois : européennes et régionales. Et maintenant on les verra pour les présidentielles. Bon là, apparemment ils prennent leur temps, il doit surement faire trop froid (rires). A chaque fois les gens voient bien la différence : ils se pointent pour certains en costard, viennent vendre leur candidat en disant que c'est le bien incarné, prennent un selfie et se cassent. Et plus jamais on les revoit, jusqu'aux prochaines échéances : ils sont là que pour leurs places. D'ailleurs, l'année dernière pour les régionales, y'a un camarade qui avait craché ça à la gueule d'un gars élu depuis des dizaines d'années, il n'avait pas apprécié (rires). »

Le lendemain, nouvelle action : cette fois-ci c'est un collage d'affiches. Les militants préparent la colle qu'ils versent dans des seaux, et on est partis pour faire le tour du quartier. En chemin, tous les panneaux d'affichage électoraux sont arrachés et recollés. Justement, alors que des militants sont en train d'arracher des affiches d'un candidat à la présidence, une voiture s'arrête, remplie de jeunes qui crient « Boycott 2022, ouais ! Bravo les gars continuez ! » et partent en klaxonnant. Nous interrogeons un autre membre, Rayan :

« Ça, tu vois, ça veut tout dire. C'est des jeunes du quartier, et ils sont content de voir des initiatives comme ça. A la base s'ils se sont arrêtés c'est pour

voir ce qu'il se passe, ils apprécient pas du tout quand les opportunistes viennent apposer des trucs chez nous. Nous on est là 24h/24, pas 2 mois tous les 5 ans, et ça tout le monde le voit bien. Ça nous différencie clairement des opportunistes, même les soi-disant politiciens de « gauche », qui ont vendu notre quartier et nos vies sur le marché. Les gens ont plus aucune confiance en eux, c'est tant mieux d'ailleurs, faut changer tout ça. »

Nous lui demandons qui sont les membres des Comités de Boycott en général :

« Comme tu vois, il y a de tout. On est des jeunes travailleurs, des étudiants qui bossent à côté, des gens en galère quoi : femmes, hommes, jeunes et vieux. Ça fait quelques temps que le mouvement s'élargit vraiment, on est de plus en plus à faire le constat qui mène au boycott des élections. Ce constat c'est de dire qu'on peut pas continuer comme ça, avec cette société qui détruit tous nos droits et veut faire des nous des écervelés. On se laisse pas faire. On veut vivre dignement, avoir notre mot à dire, nous le peuple. On demande rien d'utopique, mais une société débarrassée de la finance qui pourrait tout, tu vois »

C'est ainsi que nous avons quitté les membres du Comité de Boycott, qui avaient encore de nombreuses actions de prévu. ■

# Au plus proche de la Campagne de Boycott des élections : Grenoble

**Un rédacteur de notre journal a récemment été invité par le Comité de Boycott actif des élections présidentielles de Grenoble à passer une journée complète avec les activistes. Récit.**

Le samedi 26 mars, nous avons rendez-vous avec les militants du Comité de Boycott actif à 10h30 devant le quartier Léon-Jouhaut. Au programme, un tractage sur le marché de l'Abbaye à quelques dizaines de mètres, et une diffusion de tracts dans les grandes tours du quartier. Le mot d'ordre des tracts est simple « Boycott de la mascarade électorale 2022 ».

Nous interrogeons Mathieu pour savoir si ces tracts au mot d'ordre pour le moins clivant parlent aux gens à qui ils sont distribués : « *Oui bien sûr, nous recevons beaucoup de retours positifs de gens nous expliquant qu'ils ne nous ont pas attendus pour ne pas voter. Il y a aussi pas mal de conversations par lesquels nous réussissons à convaincre nos interlocuteurs de ce qu'on dit, plus qu'on ne le croit. Enfin il y a évidemment les soutiens indéfectibles de tel ou tel parti ou candidat, mais la plupart du temps ils ont un discours creux, à bout de souffle, comme le système qu'ils défendent.* »

Nous assistons ainsi à plus d'une heure de tractage sous le beau temps printanier de ce marché de la périphérie grenobloise. A l'exception d'un militant PCF véhément, vieux résidu d'un Parti en bout de souffle et n'ayant plus rien de crédible à apporter aux masses prolétariennes, les retours sont quasi-unanimes et confirment ce qu'avancait Mathieu plus tôt : la grande majorité des passants venus faire leurs courses soit sont d'accord avec la dénonciation de la mascarade électorale, soit soutiennent directement l'initiative.

Une fois le marché écumé de long en large et les discussions taries, nous retrouvons Mathieu accompagné de Sébastien et du reste de l'équipe de tractage. Sébastien nous explique que le programme désormais est de diffuser les tracts dans les boîtes aux lettres des tours du quartier de Léon-Jouhaut. En effet, nous pouvons ainsi effectuer deux types d'actions, une qualitative ou nous discuter avec les personnes lors du tractage et une action quantitative ou nous pouvons rapidement diffuser nos idées à un grand nombre de personnes.



Nous nous dirigeons donc vers ces tours en bien mauvais état, et les activistes commencent à diffuser leurs tracts par centaines dans les boîtes aux lettres de ce quartier. Pendant la diffusion, la suite de la journée est dévoilée : lâché de banderoles appelant au boycott et séance de lecture d'un article de Nouvelle Époque sur Emmanuel Macron, décrit comme le principal ennemi du peuple aujourd'hui et depuis 5 ans.

Une fois la diffusion terminée, un repas collectif est partagé, puis les activistes repartent pour le lâché de banderoles prévu : une est déployée sur un pont enjambant la rocade grenobloise, particulièrement fréquentée, une autre est déposée à l'entrée du quartier de Surieux à Echirolle, et la dernière est accrochée à la Villeneuve de Grenoble, Galerie de l'Arlequin.

Mathieu nous explique en effet que les activistes effectuent la majorité de leur travail politique dans ce quartier : « *ce quartier est le plus grand quartier populaire de la ville de Grenoble, la Galerie de l'Arlequin ne représente qu'une partie de Villeneuve et à elle toute*

seule elle représente plusieurs milliers de foyers. C'est vers les masses populaires, abandonnées et trahies à maintes reprises par les fausses promesses des politiciens de gauche comme de droite, que nous avons décidé de nous tourner, car elles sont le cœur du prolétariat français, la classe sociale dont le rôle historique est de renverser ce système impérialiste pourrissant injuste qu'entretient le vote et autre poudre aux yeux et magouilles pseudo démocratico-electorales. Le retour des habitants est ici aussi très positif : le taux de chômage et de pauvreté crève les plafonds, les espoirs déçus aussi et les gens ne croient plus aux belles paroles. En janvier Castex et Véran ont été bien reçus par les habitants du quartier qui, lassés des paroles en l'air, ont voulu profiter de leur venue pour demander des comptes ! La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire avait d'ailleurs placardé une nappe proclamant «politiciens hors de nos quartiers, vous n'aurez pas nos voix, boycott 2022» à cette occasion. Elle avait été arrachée avant même la venue des ministres par les policiers sous les critiques des jeunes qui voulaient que Castex et sa clique puissent voir ce que le quartier avait à leur dire.»

Une fois cette conversation terminée, nous nous installons sur un carré d'herbe au sein du quartier de la Villeneuve et les activistes se lancent dans une lecture collective parsemée de discussions de cet article. Il en ressort le constat clair et sans appel que les élections à venir ne sont qu'un détail à l'échelle des processus de l'impérialisme en jeu, comme nous l'explique Sébastien :

« Selon qui est élu, la situation sera évidemment différente, mais elle sera différente à petite échelle et sur le court/moyen terme. En effet, l'éventuelle élection de Zemmour ou de Le Pen ne va pas précipiter l'avènement du fascisme,



même s'il en sera un accélérateur. Dans le même sens, l'éventuelle élection de Mélenchon ou de Poutou ne signifierait pas l'avènement du socialisme. La mise en place du fascisme dépend d'une situation objective de crise intense interne comme externe, et d'une situation subjective forte du côté des masses qui appellent à la Révolution et commencent à s'organiser pour, et nous n'en sommes pas encore ici en France, bien que cette tendance s'accélère et à terme sera inévita-

ble. Peu importe qui est élu dans 3 semaines, la situation sera la même que ces dernières années si nous ne menons pas un travail politique construit sur le long terme, et présent dans la pratique au cœur de notre classe, seul réel moteur du changement social. »

Nous quittons ainsi les activistes du Comité de Boycott actif à la fin de la journée. ■

# Bilan de la Campagne de Boycott des élections présidentielles de 2022

**LA CAMPAGNE**  
**#BOYCOTT2022 C'EST :**

**37**  
VILLES  
EN FRANCE

- DES DISCUSSIONS ET DÉBATS
- DES CENTAINES D' ACTIONS
- UNE ORGANISATION CONCRÈTE



**UNE CAMPAGNE MENÉE PRINCIPALEMENT  
AU SEIN DE NOS QUARTIERS PROLÉTAIRES**

**DES DISCUSSIONS ET DÉBATS  
AMENANT À UN CONSTAT GÉNÉRALISÉ**

**UNE RUPTURE FRANCHE  
AVEC LA PSEUDO-DÉMOCRATIE,  
L'OPPORTUNISME ET LE RÉVISIONISME**

**50 000 TRACTS**  
**2 500 AFFICHES**  
**7 500 STICKERS**  
**+ DE 150 AUTRES ACTIONS SUR  
LES MURS DE NOS QUARTIERS**

**ET TOUT CELA SANS AUCUNE SUBVENTION,  
FINANCÉ PAR LES ACTIVISTES EUX-MÊMES !**

**Ca y est, Emmanuel Macron le grand réactionnaire est réélu. Les grands patrons, à travers le MEDEF notamment, avaient déjà fait leur choix depuis longtemps, car, comme nous l'avons déjà expliqué dans un précédent numéro, Macron a prouvé pendant 5 longues années qu'il était le pantin parfait pour l'oligarchie financière qui gouverne notre pays. En ce sens, la bourgeoisie l'a choisi comme figure de proue pour un nouveau mandat, la machine médiatique s'est mise en route, et le résultat ne surprend personne.**

Cependant, au milieu de tout le vacarme électoral, une campagne s'est levée, à partir de rien, pour faire entendre la voix du peuple : la Campagne de Boycott des Elections Présidentielles de 2022. A Nouvelle Epoque, nous avons relaté beaucoup de ses initiatives, et avons réalisé trois interviews de comités présents dans plusieurs villes. Nous avons suivi cette campagne avec grand intérêt, car elle était la seule qui ouvrait véritablement la voie à une rupture franche avec le système qui nous fait vivre dans la misère. En refusant de participer à la mascarade électorale, les militants qui animaient cette campagne ont compris le fond de l'affaire : ces élections, au fond, n'ont qu'un seul et unique objectif, légitimer le pouvoir en place qui peut se targuer d'avoir organisé un vote soi-disant «démocratique».

En plus de tout cela, cette campagne fut véritablement massive. En effet, ce mouvement est né de presque rien - pour ainsi dire, d'une poignée d'activistes motivés que nous avons pu rencontrer. Et pourtant, au final ce sont plus de 37 villes qui ont connu des actions

appelant au boycott des élections !

Le matériel distribué (50 000 tracts, 2 500 affiches, 7 500 stickers, de nombreux messages sur les murs...) montre à quel point la campagne a été fructueuse. Surtout, le boycott a été porté là où il devait l'être, c'est-à-dire là où se trouve le peuple qui travaille, qui trime, qui connaît les conséquences de la crise depuis longtemps déjà : le boycott a été porté principalement dans les quartiers prolétaires.

La quasi-totalité des actions menées ont en effet été réalisées dans des quartiers de banlieue où vivent les activistes, car ce sont les endroits où vivent les masses les plus exploitées et rejetées par le système qui nous écrase. En cela, cette campagne de Boycott s'est inscrite dans le réel ! Quelle portée réelle aurait eu une activité concentrée uniquement dans les centre-villes bourgeois ? Aucune. Nous l'avons vu, l'abstention a été massive, et très justement encore plus dans les quartiers. Cela est le signe que nous ne nous faisons plus avoir dans ce jeu qui voudrait nous soumettre, et c'est tant mieux.

Pour terminer, nous félicitons grandement tous les activistes et militants ayant pu faire naître et se développer cette glorieuse campagne, qui montre que le pôle de la Révolution avance toujours plus en France, et qu'il s'organise d'une manière toujours plus déterminée et massive. ■

**Bravo à toutes et à tous !**

**A bas la mascarade électorale !**

**Pour les cinq ans à venir et encore après : on a raison de se révolter !**



## SOUTENEZ-NOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays, principalement dans les quartiers populaires, là où se trouvent les forces de la révolution. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

**ABONNEZ-VOUS**

[nouvelle-epoque@protonmail.com](mailto:nouvelle-epoque@protonmail.com)

**REJOIGNEZ LE RESEAU DE DISTRIBUTION**